

Côte d'Ivoire

En finir avec la FRANÇAIFRIQUE



(REUTERS/LUC GNAGO)

Alassane Ouattara a décidé de lancer une offensive armée pour conquérir le pouvoir contre Laurent Gbagbo qui s'est proclamé lui aussi président. Au moment où nous bouclons ce journal, la situation est confuse et on ne sait pas si Gbagbo acceptera de se rendre malgré les bombardements opérés par l'armée française.

La facilité et la rapidité avec laquelle les Forces nouvelles de Ouattara – dénommées maintenant Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) – basées au nord, ont réussi à s'emparer de l'ensemble du pays à l'exception d'Abidjan, s'explique par plusieurs facteurs. D'une part, la fourniture en grande quantité d'armes et de véhicules neufs par le Burkina Faso et le Nigeria, qui ont mis à leur disposition des instructeurs militaires. D'autre part, l'infiltration dans les grandes villes de commandos des FRCI, qui a été une tactique payante.

En face, la situation militaire du camp Gbagbo était beaucoup plus critique. La plupart des soldats n'avaient pas touché leur solde de mars. Le travail de retournement et de sape entrepris par les émissaires de Ouattara et des ambassades occidentales à l'encontre des officiers supérieurs de l'armée ivoirienne fidèle à Gbagbo a été une réussite si l'on en juge, lors de l'offensive, par le nombre important de défections ou de ralliements avec armes et bagages au camp de Ouattara.

Contrairement à ce qui a pu être dit ou écrit par les va-t-en-guerre

dans les métropoles occidentales, l'intervention de l'armée de Ouattara est loin d'être une simple formalité, indolore pour la population, qui permettrait de ramener la démocratie et la stabilité dans le pays.

Quant à Sarkozy, qui entérine avec bienveillance les pires mascarades électorales du fils Bongo au Gabon, du fils Eyadema au Togo ou de Sassou Nguesso au Congo Brazzaville impliqué dans des dizaines de milliers de morts, qui soutient militairement les dictatures au Tchad et en Centrafrique, il s'est subitement érigé

SUITE PAGE 2



Agenda

9 avril, Un bateau pour Gaza, Apt.

Journée spéciale Un bateau pour Gaza, à Apt (Vaucluse). Au programme : vide-grenier, exposition, librairie, chants, musique, poésie, conférence avec deux intervenants, buffet, couscous en soirée.
RV à partir de 10 heures, salle des fêtes de la mairie, Apt.

9 avril, meeting psychiatrie, Paris.

Le Collectif des 39 contre la nuit sécuritaire organise un meeting national politique et poétique : « *Un pour tous et tous contraints* ». Il appelle à une large mobilisation pour faire barrage à la loi honteuse qui transforme les soignants en police sanitaire et qui enlève leur humanité aux personnes malades.
RV de 14 à 18 heures, devant la statue de Pinel, 47 bd de l'Hôpital, Paris 13^e.

9 avril, sans-papiers, manifestation, Vitry-sur-Seine.

Le Comité des travailleurs sans papiers de Vitry appelle à une manif dans la ville pour la liberté de circulation et d'installation des migrants.
RV à 10 heures devant le centre des impôts, rue Camille-Groult.

9 avril, journée de soutien aux Roms, Ivry-sur-Seine.

Le collectif de soutien aux Roumains d'Ivry organise une « grande journée tsigane ». Au programme : le cirque Romanes, des contes, des expos, des interventions de solidarité, la projection d'un film de Tony Gatlif...
RV à partir de 14 heures, gymnase Joliot-Curie, 21, rue Raspail. Entrée libre.

9 avril, fête du NPA, Rouen.

Des débats sur les luttes contre les licenciements et les révolutions dans le monde arabe. Des concerts, des expositions, des stands...
RV de 14 h 30 à minuit, Halle aux Toiles.

11 avril, réunion publique crise, Besançon.

Le comité NPA de Besançon organise une réunion publique « *Nous ne paierons pas leur crise* ». RV à 20 h 30, salle Proudhon.

16 avril, manif Gaz de schiste, Meaux.

Manifestation « *Non au pétrole et gaz de schiste* ». RV à 15 heures, place de l'Europe.

16 avril, nucléaire, Bourges.

Bourges : Tchernoville - Bourges « construit l'avenir ». Stand d'information-discussion organisé par le NPA18. Bourges, ville labellisée Tchernoville : Armes à Uranium appauvri. Stand d'information-discussion : - Distribution de la brochure « *Changeons d'ère, sortons du nucléaire* » et de tracts. - Campagne de recrutement : Devenez liquidateur volontaire !
RV de 11 heures à 18 heures, place Cujas.



En finir avec la Françafrique

SUITE DE LA PAGE 1

en défenseur de la démocratie en Côte d'Ivoire. Il n'a eu de cesse d'envenimer la situation et de pousser le camp Ouattara à la guerre via le dirigeant du Burkina Faso, Blaise Compaoré. La progression des FRCI à travers le pays a donné lieu à des crimes de guerre. À Duékoué, le Comité international de la Croix-Rouge a dénombré près de 800 morts. À San Pedro, le deuxième port du pays, et à Daloa d'autres exactions ont été commises par les éléments armés de Ouattara.

À Abidjan les partisans de Gbagbo, s'ils sont minoritaires et isolés, n'en résistent pas moins. Ils viennent essentiellement de la garde républicaine et du Centre de commandement des opérations de sécurité (Cecos). Le chaos qui règne dans la capitale économique permet les pillages et les agressions contre les civils, menés autant par les éléments des deux camps que par des jeunes qui profitent de la situation. L'armée française a renforcé son dispositif Licorne qui compte désormais plus de 1600 soldats. Si l'objectif officiel était de permettre l'évacuation des ressortissants occidentaux, elle

a joué dès le début un rôle d'appui logistique aux FRCI. À la demande de Ouattara, du fait des difficultés qu'il rencontre à Abidjan, l'armée française et l'Onuci procèdent à des bombardements sur les positions des partisans de Gbagbo, tout cela, bien évidemment, au nom de raisons purement humanitaires.

LA CÔTE D'IVOIRE À FEU ET À SANG

Le 5 avril au soir, des informations contradictoires annonçaient tour à tour la reddition de Gbagbo puis son refus de négocier. Néanmoins, il est probable qu'Alassane Ouattara réussira à s'installer dans le fauteuil présidentiel, mais la situation n'en sera pas stabilisée pour autant. Le nombre important de mercenaires surarmés essentiellement venus du Libéria voisin, qui a connu de 1989 à 2002 une guerre civile d'une extrême violence, peuvent après la défaite de Gbagbo se retrouver livrés à eux-mêmes, risquant de mettre à sac les villages qu'ils traversent.

De plus, les FRCI pourraient exercer des représailles contre les partisans de Gbagbo même

si l'entourage de Ouattara s'en défend, sans convaincre, au vu des violations massives des droits de l'homme lors de l'offensive.

Enfin, la situation de guerre qui prévaut a détruit les liens sociaux du pays et chacun s'est réfugié dans sa communauté où les conflits anciens ont été ravivés notamment sur les questions agraires qui n'ont jamais été réellement réglées.

Dans ce conflit, aucun des deux camps ne peut se prévaloir du soutien de la population. Pas un journaliste ou correspondant n'a fait état, dans les villes conquises par Ouattara, de mouvement ou rassemblement populaires de joie ou de satisfaction. Quant aux appels du camp Gbagbo aux jeunes patriotes et au peuple, ils ont été peu entendus.

Ce conflit restera ce qu'il a toujours été, une lutte sans merci entre les deux représentants du capitalisme ivoirien qui n'ont pas hésité à mettre le pays à feu et à sang pour s'installer au pouvoir.

Paul Martial

regards

Propos recueillis par Gilles Pagaille



Touré et Diallo (GP)

SANS-PAPIERS *Les 68 de Creil*

En grève depuis le 12 octobre 2009, 68 travailleurs sans papiers sont retranchés dans la Bourse du travail de Creil (Oise) depuis un an et demi. À ce jour, seuls certains d'entre eux ont été régularisés. Diallo et Touré, deux des porte-parole, nous expliquent leur lutte au quotidien pour obtenir la régularisation de tous.

Où en est votre lutte aujourd'hui ?

TOURÉ : Nous avons commencé notre combat en octobre 2009. Nous sommes venus de Paris à Creil pour occuper des agences intérim, puis nous sommes venus à la Bourse du travail. Depuis un an et demi, on est là. On a passé beaucoup de temps sans que les dossiers aboutissent. On croyait que nos dossiers avanceraient mais ils reculent. Certains ont obtenu des récépissés « Sacko » de trois mois¹ renouvelables, mais la préfecture ne les a pas tous renouvelés.

DIALLO : Aujourd'hui on arrive au bout des trois mois pour les autorisations de travail. Je ne sais pas pourquoi la préfecture refuse toujours de les renouveler parce qu'on a fourni des fiches de paye, des contrats de mission. Elle nous demande des contrats de travail de douze mois mais, avec une autorisation de trois mois, les patrons signent un contrat de trois mois, pas un jour de plus. Face à la préfecture, ils ont peur de s'engager avec des travailleurs sans papiers. S'ils s'engagent, les travailleurs peuvent prouver que, depuis qu'ils ont les récépissés, ils sont au boulot, donc le préfet pourrait donner des cartes de séjour d'un an, mais on les attend toujours, ainsi que notre visite médicale.

Je fais partie du groupe qui a organisé ces occupations, décidées le 11 octobre 2009 à Montreuil. Maintenant il n'y a plus d'occupation d'agence, nos actions sont menées vers la préfecture. En fonction de ce qui ressortira des négociations avec le préfet, on prévoit une action à la préfecture de Beauvais le 7 avril à 10 heures.

Vous vivez dans la Bourse du travail jour et nuit depuis un an et demi. Comment se passe la vie au quotidien ?

TOURÉ : Depuis qu'on a commencé jusqu'à aujourd'hui, ça se passe très bien. Parfois il y a des malentendus, comme partout quand on habite ensemble, mais on laisse ça de côté car le plus important, c'est de retrouver du travail. Tous ceux qui ont eu des « Sacko » ont trouvé du travail, on a des fiches de paye. Nous sommes des travailleurs, pas des délinquants. On est venus en France pour travailler, aider nos femmes et nos enfants. J'ai une femme et trois enfants au pays, ils vivent uniquement de mon travail ici. Si je ne travaillais pas, peut-être qu'ils mourraient de faim.

DIALLO : Le combat n'est pas gagné, c'est très compliqué. Cela fait dix ans, quinze ans que

nous travaillons ici. On cotise à toutes les caisses, on paye des impôts. Sans régularisation, on n'a plus de logement, plus de boulot, plus rien. Pour acheter une baguette aujourd'hui, on dépend des soutiens. Sans papiers, on ne peut pas se présenter devant les caisses. Si on ne trouve pas de solution, certains sont prêts à se suicider. Ils se sont engagés, ont mis leur vie en danger depuis le 12 octobre 2009. Grâce au comité de soutien, les syndicats, le Secours populaire, le Secours catholique, Emmaüs, on arrive à avancer. Mais au début du combat, on ne pensait pas que ça se passerait comme ça, sinon on se serait mobilisés autrement. Mais on ne peut plus reculer, nos vies sont en danger.

Le préfet a dit dans la presse traiter nos dossiers avec « *humanité et rigueur* ». On a entendu les discours, maintenant on veut du concret. Ceux dont les dossiers n'ont pas été renouvelés n'ont pas le moral du tout. On demande au préfet de respecter notre dignité, on est des personnes comme tout le monde.

1. Récépissés de demande de titre de séjour délivrés par la préfecture pour une durée de trois mois permettant une recherche de travail.

Quelles actions prévoyez-vous pour que la situation avance ?

TOURÉ : On attend la CGT et les élus qui nous ont aidés au dépôt des dossiers pour organiser une action parce que, seuls, on ne peut pas le faire. Nous ne sommes plus aussi nombreux qu'avant. On était 68 mais maintenant il y a 30 personnes qui travaillent. Ceux qui restent n'ont pas le rapport de forces nécessaire pour faire bouger la préfecture. On doit donc s'entendre avec les élus, le comité de soutien et la CGT pour faire en sorte que l'État et la préfecture cèdent. Il y a eu des négociations mais pas encore de débouchés ni de renouvellement. La préfecture veut nous diviser : une partie d'entre nous travaille, l'autre pas. Donc tous les samedis matins, on se rassemble à la gare de Creil pour sensibiliser la population.

DIALLO : Depuis le début de la grève, on a occupé 57 agences d'intérim.



(GP)

UMP, recherche stratégie désespérément

Derrière les sorties racistes des Guéant et autres Copé, il faut voir une tentative de remettre l'UMP en ordre de bataille pour 2012, alors qu'au sein de la « grande famille », les dissensions se font jour.

Une fois encore, Claude Guéant s'est distingué par une déclaration provocatrice et raciste, une de plus, à l'encontre des immigrés et des musulmans. La veille du prétendu débat sur la laïcité organisé par l'UMP de Copé, il s'est laissé aller à déclarer que le nombre de musulmans posait problème.

Penser que les différentes déclarations des uns comme des autres ne seraient que des « dérapages » ou de la surenchère aux propos du FN seraient une erreur. En effet, tous les propos de Guéant, mais aussi de Copé et compagnie, sont volontairement lâchés maintenant depuis de semaines par les caciques de l'UMP, avec une perspective évidente : déporter le débat des questions sociales vers celles de la sécurité et de l'immigration, en poursuivant la logique de stigmatisation de la communauté musulmane, tenter de faire oublier l'impopularité grandissante du président des riches.

Sans doute peut-on voir dans cette stratégie l'influence et les conseils de Patrick Buisson. Ancien directeur de rédaction de *Minute* (journal d'extrême droite) puis de *Valeurs actuelles*, conseiller de Sarkozy depuis 2007, il lui aurait soufflé l'idée de la création du ministère de l'Identité nationale et de l'Immigration. De « bons conseils » pour avoir aidé Sarkozy à siphonner les voix du FN en 2007, c'est sans doute à cette tâche que le conseiller spécial de l'Élysée s'emploie à nouveau. Mais les conseils de cet homme

peu fréquentable, semblent ne pas faire l'unanimité. La stratégie consistant à faire « mieux » et plus que Marine Le Pen, divise de plus en plus la droite.

Depuis leur déculottée aux élections cantonales, les dissensions s'exacerbent. Que ce soit sur les Roms, la déchéance de la nationalité, la laïcité, l'immigration, l'attitude face au FN mais aussi plus globalement sur quelle politique mener pour ne pas perdre en 2012, tout est sujet à division... même le nom du candidat aux élections présidentielles.

Dans cette « grande famille », les principaux partis centristes de la majorité présidentielle, le Parti radical de Jean-Louis Borloo, la Gauche moderne de Jean-Marie Bockel, le Nouveau Centre d'Hervé Morin et l'Alliance Centriste de Jean Arthuis, en profitent pour justifier leur prise de distance avec la machine à perdre que semble être devenue l'UMP et pour appeler de leurs vœux la confédération de ces forces, en cours d'élaboration. Une épine de plus dans le pied de Sarkozy.

Mais tous ceux qui osent émettre des critiques sont rappelés à la discipline : il est interdit de désapprouver la stratégie à l'œuvre après le résultat catastrophique des cantonales, car aussitôt c'est la mise en garde, pas question de remettre en cause « l'unité de la famille ».

Même chose en ce qui concerne le débat organisé par l'UMP sur la laïcité le 5 avril. Mais malgré les rappels à l'ordre de Sarkozy les voix nombreuses et dissidentes



(PHOTO THÉÂTRE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

se sont élevées contre. François Fillon a même annoncé qu'il ne s'y rendrait pas.

Alors ne nous y trompons pas, les dissensions actuelles au sein de la majorité ne révèlent pas de divergences profondes de vues : ceux et celles qui manifestent leurs désaccords avec les choix présidentiels, ne le font que parce que le navire UMP prend l'eau de toutes parts et que la victoire en 2012 pour la droite est de moins en moins assurée. En effet, les Borloo, Baroin, Fillon ne sont que des Tartuffes de la politique, ils ont assumé et appliqué jusqu' alors la politique raciste et xénophobe menée depuis 2007. Aucune voix ne s'est émue jusqu' alors de la chasse aux sans-papiers, de la chasse aux Roms ou de la

stigmatisation des jeunes des quartiers populaires.

La droite est affaiblie et c'est tant mieux.

Il faut donc s'opposer avec détermination à sa politique. Pour autant ce ne sera pas suffisant. Car à cette droite en crise, il faut opposer une véritable alternative capable de répondre au désarroi d'une majorité de la population dont une partie peut se tromper de colère et croire que le FN est un recours acceptable. Construire une alternative portant un projet de rassemblement anticapitaliste, répondant enfin à l'urgence sociale, écologique et démocratique.

Sandra Demarcq, Myriam Martin



Par Fred Borrás

PS : 0 % À GAUCHE

Martine Aubry vient de rendre public le contenu du programme du PS. Même avec un microscope, difficile d'y trouver des mesures de gauche. L'annonce du blocage des loyers, du plafonnement des salaires des PDG – mais uniquement ceux des entreprises publiques –, de nouveaux dispositifs d'emplois jeunes, voilà pour le vernis social. Pas de trace de l'abrogation de la loi sur les retraites qui a pourtant mobilisé à l'automne dernier des millions de manifestants.

Pour le reste, c'est la rigueur, les cadeaux au grand patronat, la vague promesse de sortir du « tout nucléaire » mais pas du nucléaire tout court.

Pour faire « crédible », rassurer la classe dirigeante et assurer la compatibilité avec les préceptes libéraux de l'UE, Michel Sapin a chiffré ce programme à 5 milliards d'euros par an, soit 25 milliards sur la législature. Une goutte d'eau au regard des richesses produites par la 5^e puissance de la planète et accaparées par une minorité de profiteurs de tout poil qui peuvent continuer à dormir sur leurs deux oreilles. Ce programme est sans nul doute le plus à droite annoncé par les socialistes à l'entame d'une présidentielle. Pas rassurant quand on sait qu'une fois au pouvoir, la politique effective est pire encore.

Le PS ne fait plus rêver depuis longtemps. Comme l'avoue Montebourg, « les classes populaires le considèrent comme le cogérant d'un système qui s'écroule ». Au pouvoir, en Grèce ou en Espagne, les partis socio-libéraux mènent des politiques comparables à celles des partis de droite et font payer la crise à la majorité de la population.

À gauche, la question se pose de nouveau. Oui ou non, le programme du PS est-il compatible avec celui d'une gauche digne de ce nom ? Oui ou non, peut-on gouverner avec les socialistes ? À cette question clé, la réponse du NPA est claire. C'est non. Pas de faux-semblants, il faut partir de là pour œuvrer au rassemblement le plus large, dans les semaines et mois qui viennent. Un rassemblement sur la base d'un programme de rupture avec le système capitaliste et le productivisme, un programme 100 % à gauche !

leur monde

Or noir. Les dirigeants du groupe Transocean viennent de s'accorder une augmentation de salaire de 3,8 % en moyenne et des stock-options valant de 1,2 à 5,4 millions de dollars. Ils justifient ces sommes parce qu'ils ont « enregistré la meilleure année en matière de performances de sécurité dans l'histoire de l'entreprise, ce qui est le reflet de [leur] engagement en faveur d'un environnement sans incident, partout et à tout moment. » Jusque-là rien de bien scandaleux à l'aune de ce système capitaliste. Mais le détail croustillant – ou au choix révoltant – c'est que Transocean n'est autre que le propriétaire de la plateforme Deepwater Horizon, louée par BP et à l'origine de la catastrophe écologique intervenue le 20 avril dernier. Onze morts et plus de 4 millions de barils de pétrole déversés dans le golfe du Mexique, on imagine ce que sont les années qui seraient moins bonnes en « matière de performances de sécurité ».

Jusqu'à la 3^e génération. Une équipe du CHU de Montpellier vient de démontrer que le Distilbène aurait des effets nocifs jusqu'à la 3^e génération. Ce médicament a été prescrit en France à 160 000 femmes dans les années 1970 pour éviter les fausses couches avant d'être interdit en raison des risques de cancer que provoquait cette hormone de synthèse. Il a ensuite été établi que les enfants dont la mère avait été traitée au Distilbène présentaient de nombreuses malformations ainsi que des risques de cancer du vagin pour les filles. Selon l'étude menée à Montpellier, les petits-enfants des femmes traitées au Distilbène seraient également touchés. Les médecins ont enquêté sur les cas d'hypospadias (malformation génitale) chez les nouveau-nés. En général, 0,2 % des garçons sont touchés. Cela se traduit par une déviation de l'urètre. Les enfants du Distilbène ont un taux de 3,6 % et les petits-enfants de... 8,2 % soit 40 fois

supérieur à la prévalence attendue. En France, 160 000 enfants ont été exposés in utero au Distilbène. Malheureusement, dans notre système où les industriels ont tous les droits y compris celui de nous empoisonner, les erreurs du passé ne servent jamais pour le futur. Ainsi en est-il du Bisphénol A qui figure dans la composition de nombreux récipients en plastique et qui comme le Distilbène est un perturbateur endocrinien. Alors que des chercheurs ont démontré ses effets nocifs sur des souris dès 1930, les différentes agences de santé ont refusé jusqu'en 2010 de les reconnaître. Ce qui n'est peut-être pas sans rapport avec le fait que les « experts » qui travaillent pour elles ont également des intérêts dans l'industrie du plastique. Ainsi, Bachelot déclarait en 2009 qu'il n'y avait aucune raison d'appliquer le principe de précaution. En juin 2010, la France a fini par interdire le Bisphénol A, mais uniquement dans les biberons.

Il est probable que dans quelques années, on se rendra compte des ravages du Bisphénol A. Mais contrairement au Distilbène, il sera très difficile de prouver le lien entre la consommation forcée à travers les plastiques et la maladie. Les industriels peuvent dormir sur leurs deux oreilles, ils ne devraient pas avoir à indemniser les victimes.

Le maire de Louviers choisit son camp. À la proclamation des résultats (35 % pour le FN), ce notable PRG a entonné la *Marseillaise*, évidemment rejoint par le FN (qui n'en demandait pas tant), tellement il lui était insupportable que le *Chant des Partisans*, lancé par le NPA, soit repris par nombre de membres du PCF, du PS et autres, qui tenaient à manifester leur volonté de combat. Interpellé, Franck Martin eut cette parole historique : « *Front national ou NPA, pour moi c'est pareil* ». Son attitude et ses propos en ont scandalisé plus d'unE, cela s'est vu et entendu !

Les psychologues en lutte

Avec la loi HPST, l'hôpital public du XXI^e siècle ne prend plus en charge la dimension psychologique du soin. Véritable paradoxe à un moment où notre société n'a jamais autant exprimé de mal-être psychologique. Cela se concrétise par deux textes, parus en 2010, qui mettent à mal le métier de psychologue.

Les psychologues ont en responsabilité l'essentiel des prises en charges psychothérapeutiques. Pour cela ils bénéficient d'une formation universitaire de 3^e cycle. Ils étudient les théories et concepts en psychopathologies et approfondissent divers modes de prises en charges individuelles et de groupes. Au-delà de la théorie, leur formation exige des stages dont la durée conséquente sur quatre années leur permet d'appréhender leur futur métier. Diplômés, ils portent le titre de psychologue, protégé par la loi de 1985. L'inscription obligatoire sur la liste Adeli, consultable dans les agences

régionales de santé par toute personne souhaitant s'adresser à un psychologue, est une garantie inscrite dans la loi du 4 mars 2002 portant sur la prise en charge des patients. Salariés ou exerçant en libéral, ils pratiquent et assurent la majorité des psychothérapies.

Le gouvernement avec l'intention annoncée de protéger les personnes des mésusages de pseudo-psychothérapeutes et des sectes, a fait voter une loi limitant l'usage du titre de psychothérapeute. Cette loi pose question et notamment sur le danger de réglementer la psychothérapie.

Le 20 mai 2010, un décret d'application reconnaît aux seuls psychiatres l'usage direct du titre. Il exige aussi une formation en psychopathologie et un stage qu'ils ont déjà effectués lors de leur formation initiale, validée par l'université. Ce qui jette le discrédit sur leur formation et sur l'université. Les syndicats Unsa, CGC, CGT, les associations de

professionnels FPPP, SFP, les universitaires, heurtés par un tel non-sens, se sont mobilisés pour dénoncer cette attaque particulièrement grave contre la profession.

Dans la même logique, le 4 mai 2010, paraît une circulaire concernant les psychologues exerçant dans la fonction publique hospitalière. Dans celle-ci, la fonction de formation, information et recherche, fonction statutaire et obligatoire pour les psychologues (loi de 1992) n'aurait pas vocation à être appliquée aux agents contractuels alors qu'elle est nécessaire à l'élaboration de leur travail clinique et qu'ils exercent les mêmes missions que les titulaires. C'est un temps que les psychologues doivent utiliser pour réfléchir, mettre en question leurs pratiques avec leurs pairs dans des groupes de travail, réactualiser leurs connaissances théorico-cliniques dans des séminaires et participer à des recherches. Ces attaques participent d'une même

logique : réduire les budgets des hôpitaux, fermer les unités de soins, déqualifier les professionnels. Les transformations structurelles des hôpitaux entre autres sur le plan budgétaire, les attaques contre les professionnels réduisent la qualité et l'offre de soins dans une perspective d'économie à court terme. Les syndicats et associations de professionnels rassemblés continuent leur mobilisation et souhaitent que les usagers se saisissent de ces questions car ils sont les premiers concernés. Les psychologues refusent cette destruction, ils ont pour éthique d'offrir dans le cadre de leurs missions, la compétence professionnelle la plus élevée qui soit aux personnes qui s'adressent à eux.

Quarda pour les syndicats et associations de professionnels mobilisés

LA POSTE Donner des perspectives après le 29 mars

Quelques semaines après une phase de médiatisation importante de l'impact désastreux des réorganisations dans la plus grande entreprise de France (trois reportages sur Canal+, TF1 et France 2) et à la suite de la victoire de grèves emblématiques comme celle de Marseille 2 (139 jours de grève !), l'ensemble des fédérations syndicales de La Poste ont appelé à la grève mardi 29 mars.

LA GUERRE DES CHIFFRES. La direction de La Poste tente évidemment de minimiser la mobilisation : elle a annoncé un chiffre de grève nationale de 13%. De leurs côtés, les syndicats ont annoncé entre 25 et 35%. Alors, est-ce que les uns sous-estiment tandis que les autres gonflent les chiffres pour les besoins de la cause? À y regarder de plus près, La Poste annonce son chiffre le matin alors que tous les postiers n'ont pas encore pris leur service, elle compte dans les effectifs les postiers en maladie, en RTT, en vacances... en bref, elle gonfle le chiffre des effectifs pour abaisser le taux de grève. Les chiffres des organisations syndicales sont beaucoup plus proches de la réalité. Comparés aux taux de grève lors des journées nationales des années précédentes, comme par exemple au moment des retraites, les chiffres du 29 mars sont relativement bons, sans pour autant indiquer de raz-de-marée.

UNE COLÈRE BIEN PRÉSENTE... La colère existe chez une majorité de postiers, il suffit de discuter avec son facteur ou le guichetier du coin pour s'en rendre compte. Mais elle ne s'exprime pas spontanément sous forme de conflit collectif. Les luttes sont nombreuses mais elles se mènent bureau par bureau et service par service. Pourquoi? La première raison, c'est que la direction de La Poste ne réorganise pas tous les bureaux et tous les services en même temps et, étant donné le rapport de forces, les postiers sont sur la défensive et ne parviennent la plupart du temps quand ils décident de lutter, qu'à limiter la casse.

...QUI DOIT ÊTRE ORGANISÉE POUR DÉBOUCHER SUR UNE RIPOSTE. Mais ce qui explique la dispersion de la réponse des postiers, c'est aussi l'absence de stratégie de combat des directions syndicales, même les plus combattives. Celles-ci soutiennent évidemment les batailles locales, ce qui est loin de suffire pour enrayer l'offensive. Attendre que la direction attaque ne permet que de répondre au coup par coup là où les postiers sont les plus déterminés ou les plus excédés. Il faut passer d'une position attentiste à une posture de préparation de la contre-offensive : avant même que les réorganisations ne frappent tel ou tel bureau, la clé, c'est de regrouper les postiers indépendamment de leur site ou de leur service, que s'organiser au-delà des frontières imposées par la boîte devienne une habitude.

Un autre élément de réponse est de faire en sorte, quand une grève se déclenche, de chercher d'emblée à l'étendre dans les autres bureaux. Tisser des liens militants en temps calme comme au moment de la tempête : c'est ainsi qu'il sera possible au moment opportun de déclencher des luttes qui ne seront pas isolées.

Il faut également soulever la question des salaires, très peu relayée par les syndicats. En se battant pour des augmentations de 300 euros, les postiers trouveraient d'emblée un langage commun non seulement entre eux mais avec le reste du monde du travail. Espérons qu'une prochaine date nationale de grève sera bientôt à l'ordre du jour : à nous de nous en saisir pour préparer une grève reconductible sur l'emploi ET les salaires.

Pedro Guessou



Rennes, le 23 mars 2010. Manifestation pour les retraites, les salaires et contre les licenciements. (PHOTO THÈQUE ROUGE/TN)

Mobilisations sociales : repartir d'un meilleur pas

Dans de nombreuses entreprises du privé comme dans le secteur public, beaucoup de luttes ont lieu pour de meilleurs salaires, l'amélioration des conditions de travail, etc. Mais elles se produisent boîte par boîte, service par service, ce qui rend plus difficile de construire un rapport de forces favorable.

Après plusieurs semaines de lutte contre la réforme des retraites et le vote de la loi Woerth-Fillon, les mobilisations sociales ont marqué une pause. Pour tous ceux qui s'étaient mobilisés pendant des mois, il était difficile d'admettre que des millions de grévistes et de manifestants soutenus par une large partie de la population n'aient pu faire reculer le gouvernement. Dans le privé, avec l'ouverture des négociations annuelles obligatoires censées porter essentiellement sur les salaires, c'est un tout autre niveau d'affrontement qui se développe. Là, on est boîte par boîte, dépendant de traditions de lutte, des rapports de forces syndicaux, de l'existence même d'implantation syndicale ou de présence politique. D'où l'extrême diversité des revendications, des mobilisations et des résultats. Les employeurs, tout en s'abstenant en général de proposer un 0% provocateur, limitent la plupart du temps à 1% ou 2% les propositions

d'augmentation générale. En face, les salariéEs sont bien conscientEs que cela ne permet pas de faire face aux augmentations brutales des carburants, des produits de première nécessité, du gaz, de l'électricité, etc. Les luttes sont donc nombreuses, diverses : Aury (Carentan), Brink's (Perpignan), Thyssen, Sita (Castanet), Renault (Guyancourt), La Coupole (Paris), Ducros, plusieurs entreprises dans la presse, Thalès (ensemble du groupe), Toyota (Somain puis Onnaing), General Motors (Strasbourg), Ford, Foresa (Gironde)... Les salaires ou, plus généralement, les revenus sont souvent au centre des revendications. Mais comme conséquence d'un rapport de forces dégradé, les revendications tournent aussi autour de primes, d'augmentations en pourcentage qui sont loin de répondre aux exigences. Et souvent, en même temps, les travailleurs avancent des revendications sur les conditions de travail (cadences, horaires, réorganisations, pression de la hiérarchie). Les

mobilisations recueillent le soutien de la grande majorité des salariéEs, mais les grèves sont le fait de grosses minorités ou de petites majorités qui maintiennent le dialogue avec les non-grévistes, obtiennent leur soutien matériel mais ne gagnent pas l'extension.

MOBILISATION LIMITÉE

On retrouve les mêmes caractéristiques dans les mobilisations dans le secteur public (santé, télécommunications, Pôle Emploi). Ainsi les mobilisations contre l'accord sur les non-titulaires, certes peu portées par les organisations syndicales, n'ont pas pris l'ampleur nécessaire pour faire reculer le gouvernement de manière significative. Dans un autre domaine, les mobilisations du samedi 2 avril pour la défense de la santé illustrent cette situation : un sentiment d'injustice profond, une volonté affichée de s'opposer à la dégradation de la situation, et malgré un large éventail d'organisations appelant, une mobilisation limitée. Au total la persistance

d'un chômage de masse, notamment chez les jeunes, avec son atmosphère de menace permanente sur l'emploi construit un fond de désignation sociale. En outre, le patronat, combinant politiques de répression et d'intense propagande économique-sociale, veille à saper les montées revendicatives avant même qu'elles ne prennent la forme de luttes ouvertes. L'existence de ces résistances, de ces luttes fournit malgré tout les éléments d'une amélioration du rapport de forces, tout en passant par la reconstruction des outils syndicaux, des éléments d'auto-organisation qui pourraient ouvrir la voie à des luttes coordonnées, généralisées, à la hauteur des urgences sociales.

Robert Pelletier



Tokyo, le 27 mars Manifestation antinucléaire. (KENJI KUNITOMI/JRCL)

La contestation fait hésiter le pouvoir syrien

Ni les uns ni les autres ne peuvent passer pour des « amis du peuple ». Néanmoins, les divergences sont réelles entre les fractions au sein du régime syrien, au pouvoir depuis 1963. D'un côté, les « réformateurs » (dont la conseillère du président, Buthaine Shaaban) souhaitent préserver les chances de survie d'un pouvoir aux abois, pensant qu'il faudra lâcher un peu de lest pour rendre le régime plus « acceptable ». Cela passe par une réduction de l'arbitraire, de la torture, de la corruption..., mais pour bon nombre d'entre eux aussi, par un rapprochement avec les principales puissances occidentales. De l'autre côté, les « durs » du régime, prenant prétexte de la situation de conflit (réelle) avec l'État d'Israël veulent prolonger indéfiniment le règne de l'autoritarisme et un état d'urgence en vigueur depuis décembre 1962. Le parti Baath, parti d'État au pouvoir depuis 1963, n'avait jusqu'ici pas levé un seul jour cette « loi de l'urgence ».

Sous pression depuis la mi-mars 2011 d'un mouvement de protestation populaire, encouragé par l'exemple des révolutions tunisienne et égyptienne, le pouvoir cherche apparemment son chemin entre ces deux voies possibles. En ce moment, il tente en tout cas de ménager la chèvre et le chou, mélangeant menace autoritaire et promesse de « réforme ».

Avant le discours du président Bachar al-Assad (qui a succédé à son père, Hafez al-Assad, après sa mort en 2000), le 30 mars dernier, la plupart des observateurs attendaient l'annonce d'une levée de l'état d'urgence dont le régime avait laissé entendre qu'elle était imminente. Mais le président syrien n'en a dit mot, préférant fustiger un « complot » qui serait fomenté par l'étranger et des « éléments infiltrés », cherchant à créer le désordre dans son pays qui devra rester « uni » face à cette menace extérieure. La déception d'une partie de la population était forte. Peu de temps après, la dictature a néanmoins remplacé son Premier ministre, nommant à ce poste, le « technocrate » (formé à Paris) et ancien ministre de l'Agriculture, Adel Safar, puis limogé le gouverneur de Deraa, dans le Sud. Cette ville sur le plateau aride du Haouran a été, à partir du 18 mars, le centre d'une contestation qui a coûté au moins plusieurs dizaines de morts. Lundi, Mohammad Khaled Al Hanousse a été nommé nouveau gouverneur, afin d'effacer (provisoirement) le souvenir de son prédécesseur, adepte de la « manière forte » dans la répression du mouvement populaire.

Ces nominations sont censées « calmer » une opposition et une population éprouvées, ces trois dernières semaines, par une répression qui a fauché au moins 123 vies selon les décomptes de la FIDH. Mardi 5 avril, un journal gouvernemental, *Techrine*, a même exhorté publiquement « certains intellectuels en désaccord avec le régime » au « dialogue » avec celui-ci. Or, depuis que le sang a coulé, certains opposants et observateurs estiment qu'il est trop tard pour ces tentatives. Selon eux, la population ne se laissera plus amadouer par la dictature en place, alors même qu'une partie du peuple syrien se méfiait jusqu'ici de la perspective d'une révolution violente. Ceci à la fois par crainte d'une répression massive et des affrontements interreligieux – ayant à l'esprit les mauvais exemples des anciennes guerres civiles irakienne et libanaise.

Depuis, le week-end dernier, après le Sud et Lattaquié (nord-ouest), des protestations massives ont eu lieu aussi dans le nord-est du pays à majorité kurde ainsi que dans les banlieues de la capitale Damas.

Bertold du Ryon

Japon: crise et solidarité

Le Japon n'est pas sorti de la crise, loin s'en faut. Pour la plupart, les réfugiés du tsunami vivent toujours dans la précarité. Les conséquences sociales des dévastations seront lourdes et durables. La réforme si nécessaire et tant attendue du régime politique est en panne. La centrale nucléaire de Fukushima continue à déverser sa radioactivité dans l'atmosphère et l'océan.

NUCLÉAIRE. C'est le temps des aveux forcés. On apprend à quel point le lobby nucléocrate – industrie et administration – a menti pour contourner les règlements de sécurité. On apprend aussi que d'autres centrales, comme celles de Hamaoka, au sud-ouest de Tokyo, présentent exactement les mêmes risques que Fukushima. Les populations locales se mobilisent contre la remise en marche de réacteurs actuellement à l'arrêt. Les rassemblements antinucléaires se multiplient, avec parfois 1 000 à 1 500 personnes (ce qui est significatif pour le Japon); une grande manifestation est prévue le 16 avril à Tokyo. Au cœur de la tourmente, le comité de Fukushima a lancé un appel pour que la mobilisation s'étende dans tout le pays et dans le monde afin qu'une telle catastrophe ne puisse se reproduire.

SOCIAL. Le sort fait aux « liquidateurs » sur le front nucléaire en dit long sur l'humanité du capitalisme. Employés par des entreprises sous-traitantes, ils sont véritablement de la chair à rem (comme on dit de la chair à canon) – le rem étant une unité de mesure de l'effet biologique des radiations –, envoyés parfois au combat sans dosimètre, sans vêtements de

protection efficaces, dormant dans des locaux radioactifs sous un drap de plomb, méprisés au point d'être mal nourris: un maigre petit-déjeuner le matin, un maigre dîner le soir, pas de déjeuner... Ce mépris social, digne de féodaux et particulièrement scandaleux dans les circonstances, doit être pris pour un avertissement: dans la crise, les possédants ne font pas de quartiers, si du moins ils ne font face à une défense organisée des droits des travailleurs.

SOLIDARITÉ. Confrontée à une telle catastrophe, la solidarité se manifeste sous plusieurs formes. Par la relance, à l'échelle internationale, des mobilisations pour sortir tous ensemble du nucléaire. Notre responsabilité en France est directement engagée, alors qu'Anne Lauvergeon vante le « savoir-faire » français d'Areva comme hier Alliot-Marie avec « nos » forces de répression; et alors que Sarkozy joue sans honte le voyageur-représentant de commerce, vendant à Tokyo « notre » industrie de l'atome. Il est tout aussi urgent d'aider les mouvements qui, au Japon, peuvent secourir en priorité les plus démunis, défendre les droits des travailleurs et mobiliser pour

de véritables alternatives énergétiques et sociales. Sans eux, la crise sera utilisée comme un prétexte pour accroître encore les inégalités. Ainsi, l'aide financière récoltée par Europe solidaire sans frontières (ESSF) est destinée à une coordination syndicale indépendante implantée dans les régions sinistrées, le NTUC.

L'essentiel de l'aide est collecté au Japon même, mais les besoins sur place sont immenses et les rapports de forces sociaux très défavorables. Toute aide supplémentaire est fort bienvenue. Pour l'heure, ESSF a réuni plus de 8 500 euros en provenance de cinq pays: Allemagne, France, Grande-Bretagne, Hongkong, Sri Lanka. Elle a aussi contacté, pour élargir la solidarité, des organisations comme Attac (France et Japon), Solidaires, Focus on the Global South... Une information régulière sur les initiatives de solidarité est fournie sur son site europe-solidaire.org

Pierre Rousset, Danielle Sabai

Chèques de solidarité (en euros) à envoyer à: ESSF, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex, France. Pour les virements, voir sur le site.

Arrêt des bombardements en Libye!

Le 31 mars, l'Otan prenait en main les opérations militaires en Libye avec la mission officielle « de protéger les civils et les zones civiles de la menace d'attaques ». Le lendemain, treize insurgés anti-khadafistes étaient tués sous des bombardements. Une sanglante bavure qui illustre l'hypocrisie de l'Otan et de ses commanditaires.

Il est évident que l'intervention militaire ne peut que provoquer des victimes et des dégâts dits collatéraux, mais les grandes puissances s'en moquent. La « protection du peuple libyen » n'est pas leur objectif. Ce n'est qu'un prétexte pour une intervention qui vise à garder la main sur la Libye et son pétrole, et plus largement à faire pression sur les peuples d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient pour contenir le processus révolutionnaire dans les limites que les USA entendent leur imposer: celles d'une

« transition démocratique » qui préserve l'ordre libéral et impérialiste, leur domination.

C'est bien pourquoi il n'est pas question pour l'Otan d'armer les insurgés. Les grandes puissances gèrent un rapport de forces contre la révolution en ménageant leur ancien allié, le dictateur devenu embarrassant et préparent la transition en espérant pouvoir s'appuyer sur le Conseil national de transition (CNT). Après la France et le Qatar, l'Italie a décidé de reconnaître celui-ci comme « le seul interlocuteur légitime ».

Kadhafi n'a pas réussi à reprendre le contrôle de la situation et des défections apparaissent dans son propre camp après celle du ministre des Affaires étrangères, Moussa Koussa. Deux de ses fils auraient proposé une transition vers une démocratie constitutionnelle qui prévoirait le retrait de leur père. Dans la nuit de lundi à

mardi, le porte-parole du gouvernement libyen a affirmé que le régime était prêt à négocier toute forme de réforme politique, comme des élections ou un référendum, tout en rejetant un départ du dictateur: « Le leader est la soupape de sécurité pour le pays et pour l'unité de la population et des tribus. Nous pensons qu'il est très important pour toute transition vers un modèle démocratique et transparent. » Kadhafi tente de négocier sa survie en tant que « soupape de sécurité », le plus à même de préserver l'ordre. Pour les grandes puissances, il ne peut plus y avoir de négociation avec leur ancien allié. « Nous ne recherchons pas de stratégie de sortie pour Kadhafi » a déclaré le porte-parole de David Cameron, le Premier ministre britannique.

Les grandes puissances voudraient faire de la Libye la plaque tournante de leur politique

de reprise en main de toute la région contre les peuples, de leur contre-offensive. Dans le rapport de forces qu'ils entendent construire en leur faveur, ils laissent du temps à Kadhafi pour mieux maîtriser les insurgés. Ils s'opposent au droit du peuple libyen à décider de son propre destin.

Non à l'intervention impérialiste!
Halte aux bombardements!

Dehors Kadhafi!

Solidarité avec le peuple libyen et le processus révolutionnaire du monde arabe.

Yvan Lemaitre

L'Europe

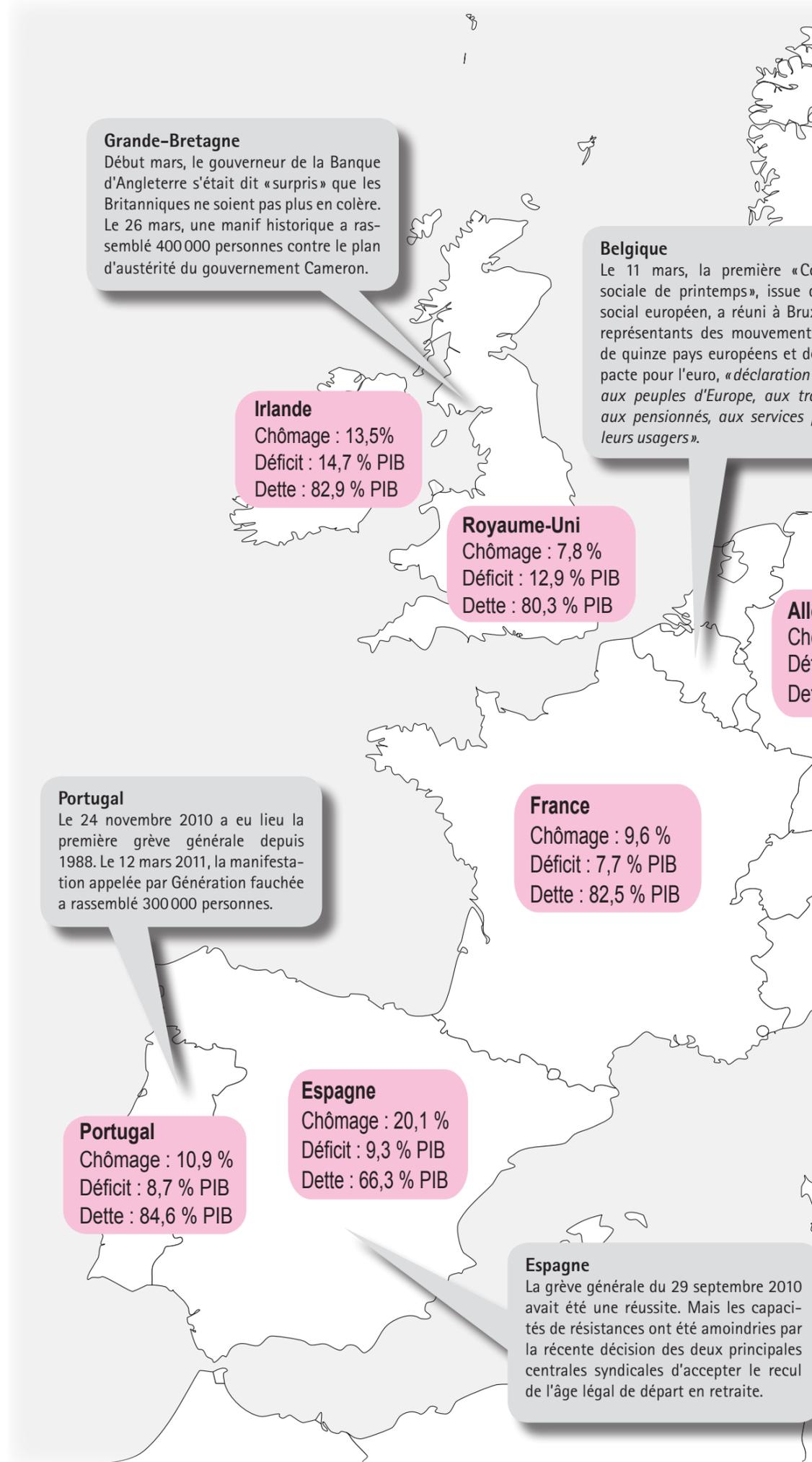
En France, avec 4,65 millions d'inscrits à Pôle Emploi fin 2010 et des créations de postes ne concernant que l'intérim, les travailleurs continuent de payer la crise. Il en va de même, à divers degrés, dans toute l'Europe. Mais le refus d'imputer aux banques le coût de leurs actes se traduit aussi par une accélération de la crise des dettes souveraines. Au Portugal, où grèves et manifestations se multiplient, le Parlement a rejeté le quatrième plan d'austérité présenté par le Premier ministre José Socrates. Celui-ci a donc démissionné. Cela ne l'a pas empêché d'être reconduit, quatre jours plus tard, à la tête du Parti socialiste portugais. Des élections anticipées auront lieu le 5 juin. Dix jours après, environ 9 milliards d'euros de titres publics arriveront à échéance, ce qui implique d'emprunter à nouveau. Or le taux d'intérêt des titres portugais à dix ans atteint un nouveau record, autour de 8%. Si cette situation perdure, le nouveau gouvernement aura le choix entre la suspension des remboursements ou le recours à l'Union européenne (UE) et au Fonds monétaire international (FMI). Si cette seconde option sauvegarde à court terme la logique capitaliste, trois facteurs jettent un sérieux doute sur la capacité du système européen à survivre plusieurs années sous sa forme actuelle.

D'abord, la situation économique se dégrade dans de nombreux pays. En Grèce, l'effet dépressif des plans de rigueur est désormais manifeste. Le besoin de financement de l'État grec d'ici 2012, précédemment estimé à 45 milliards d'euros, a été réévalué à environ 110 milliards. Et la restructuration de la dette est devenue inévitable. Quant au coût du sauvetage des banques irlandaises, il vient d'être réévalué à 70 milliards d'euros, soit près de la moitié du PIB de l'île. Les autres États mènent tous des politiques d'austérité qui plombent l'emploi. En dehors de la zone euro, la conjoncture européenne n'est pas meilleure. En Grande-Bretagne, où le gouvernement Cameron a lancé un plan de 91 milliards d'euros de coupes d'ici 2015, l'OCDE prévoit une croissance du PIB de seulement 1,5% en 2011 et le taux d'inflation atteint actuellement 4,4%.

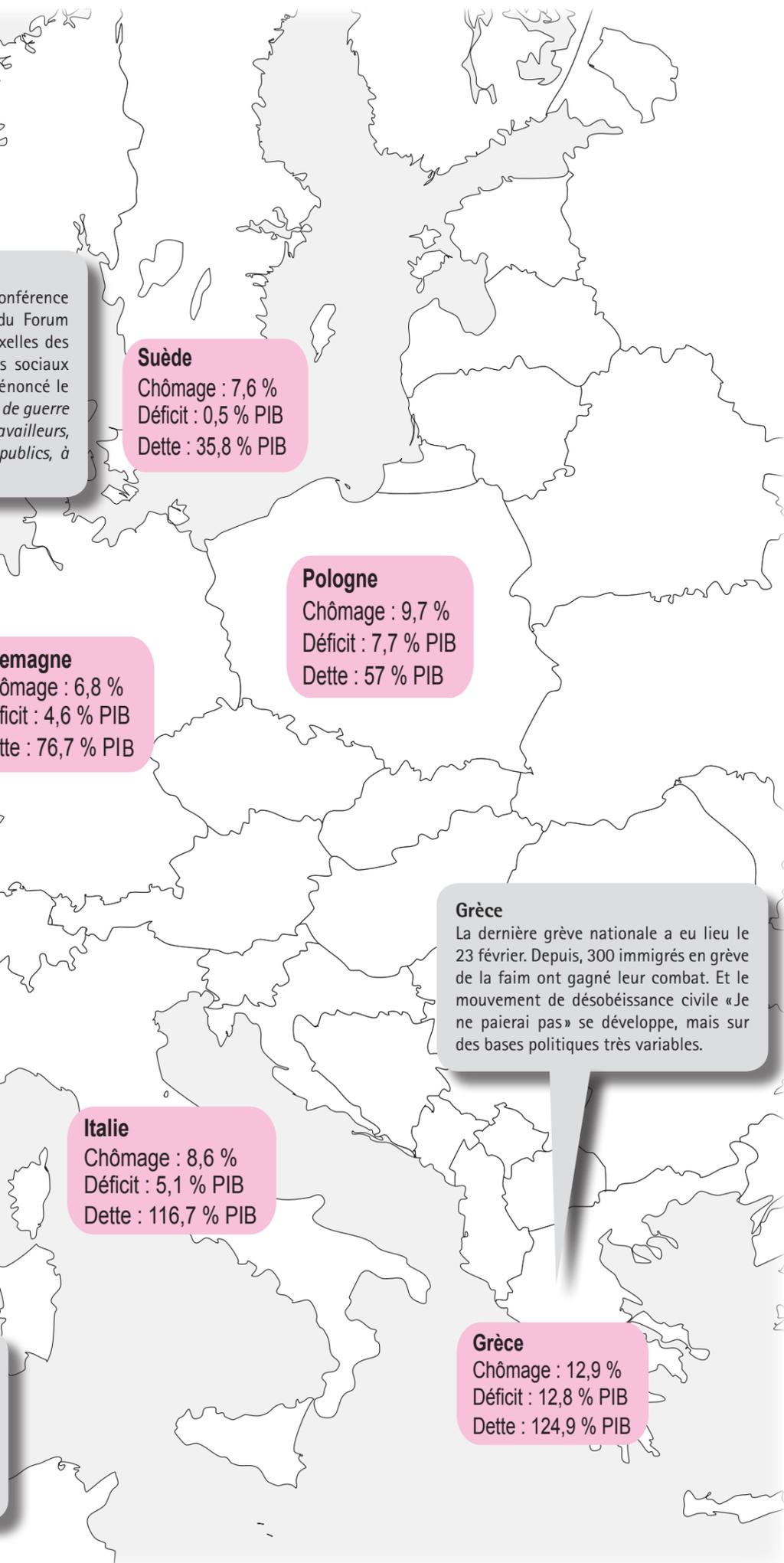
Ensuite, les récentes déclarations d'Angela Merkel ont montré que les contradictions s'exacerbent au sein des classes dominantes. Or, le Portugal est le dernier maillon avant l'Espagne, pays où le taux de chômage officiel atteint 20,3% et la croissance économique, négative en 2009 et 2010, demeure quasiment nulle en 2011 (+0,8%). Dans un tel marasme, le « socialiste » Zapatero ose affirmer que l'économie se redresse et « qu'augmenter la pression fiscale de manière substantielle peut freiner la reprise ». La réalité est que de plus en plus d'Espagnols ne peuvent plus rembourser leur emprunt immobilier. Or, étant donné le poids économique de l'Espagne et l'ampleur inouïe de l'endettement de son secteur privé, l'UE serait incapable d'assurer le sauvetage des caisses d'épargne espagnoles. Les compromis entre les bourgeoisies nationales d'Europe n'y résisteraient pas.

Enfin, et surtout, l'UE organise sa propre fuite en avant. Tandis que le nouveau gouvernement irlandais prétendait mettre à contribution les grands créanciers, cet élément n'apparaît pas dans le plan qu'il a publié. La Banque centrale européenne (BCE) a exercé un chantage : des liquidités ont été accordées aux banques irlandaises en mal de refinancement à condition que les créanciers de ces banques (essentiellement d'autres banques européennes) soient intégralement remboursés. Cela traduit bien l'inflexion actuelle de la politique de la BCE. Celle-ci avait pratiqué des taux d'intérêt faibles et des rachats (pourtant interdits) de titres publics. Estimant le système sauvé, la BCE augmente ses taux et veut s'assurer que le coût de la crise ne pèse pas sur le capital. Les profits sont de retour et pour le gouverneur de la BCE, « augmenter les salaires est la dernière bêtise à faire ». Les gouvernements ne sont pas les otages, mais bien les artisans, de cette politique européenne. Lors des derniers sommets européens, ils ont accepté les bases d'une nouvelle machine infernale. Tout ce qui a échoué doit être aggravé : le « pacte pour l'euro », le « semestre européen » et le « mécanisme européen de stabilisation » sont trois nouveaux arrangements institutionnels visant à rendre obligatoires des politiques libérales qui ne feront qu'approfondir la crise sociale et économique. À moins que des résistances populaires coordonnées ne viennent abattre cette logique mortifère.

Philippe Légé



en crise



Les peuples européens, entre le marteau et l'enclume...

Quand le FMI et l'UE s'entraident...

Comment et pourquoi les autorités de l'UE en sont-elles arrivées à solliciter puis organiser l'intervention du FMI dans « leurs affaires » – celles des États-membres en difficulté? La réponse tient en trois points: la crise a sauvé le FMI de la faillite; le FMI permet à l'UE de sauvegarder ses traités; enfin, grâce à « plus d'État » (endetté sur les marchés), ils relancent conjointement une nouvelle offensive néolibérale sur le dos des peuples.

Le scénario mérite attention. D'autant que Dominique Strauss-Kahn, dans la perspective de devenir un candidat « de gauche », se vante d'avoir en quelque sorte social-démocratisé le FMI... Celui-ci est au bord de la faillite lorsque DSK en prend la tête en novembre 2007. Faillite morale, par le discrédit croissant des calamiteuses politiques conditionnant ses crédits. Et manque de ressources: celles-ci proviennent des intérêts perçus sur les crédits aux pays « aidés ». Or, ils ont chuté de 103 à 16 milliards d'euros entre 2003 et 2008: plusieurs pays – dont le Brésil, l'Argentine etc. – ont profité de prix favorables à leurs exportations pour rembourser leurs dettes de façon anticipée; et d'autres préfèrent se tourner vers la Chine ou l'Inde. Bref, les pays du Sud s'efforcent d'échapper à son emprise à la fois désastreuse et humiliante...

La crise des crédits immobiliers en 2007-2008 vient à la rescousse (du FMI et de DSK). DSK n'hésite pas, dès 2008 à Davos, à proposer de laisser filer les déficits publics – un renversement de discours que partagent aujourd'hui tous les gouvernements « libéraux » dès qu'il y a risque de système. Mais ce sont les appels au secours venus de l'Europe de l'Est (Ukraine, Hongrie, en 2008) qui le remettent véritablement en selle. Et s'il « traite » seul les cas de pays non-membres de l'UE, celle-ci doit (pour le moins!) s'associer à lui quand il s'agit de membres.

Or, les traités distinguent deux cas: toute aide de l'Union et des États a été interdite (sous pression de l'Allemagne) face à des déficits d'États membres de la zone euro (articles 123 et 125) – ce qui est encore aggravé par l'interdit fait à la BCE de les renflouer. Mais une aide financière est possible pour les États non-membres de l'eurozone (et en cas de... catastrophe naturelle). Les banques ouest-européennes étant impliquées à plus de 80 voire 90% dans le capital des banques est-européennes, il faut faire face aux risques qui se manifestent à l'Est... mais sans remettre en cause le plafond imposé au budget européen, de 1% du PIB de l'Union. Le conseil européen de mars 2009 augmente le montant d'aide financière mobilisable hors zone euro de 25 à 50 milliards d'euros... (alors que 20 milliards ont été alloués à la seule Hongrie...). La « solution » du FMI s'impose donc: le même mois, le G20 décide de tripler les ressources du FMI qui reçoit 500 milliards de dollars supplémentaires et sort requinqué...

«L'aide» vue de la périphérie-est de l'Union...

Après une forte croissance basée sur l'endettement des ménages, les nouveaux États membres (NEM) d'Europe de l'Est sont touchés fin 2008 et 2009 par la pire récession de toute l'Europe. Plusieurs d'entre eux connaissent une variante de crise des crédits à l'immobilier (massivement accordés aux ménages à taux initialement réduits, en devises étrangères)¹. Cette crise se combine en Hongrie à un creusement du déficit et de sa dette publique (72,9% du PIB) exprimant à la fois des choix de fiscalité libéraux et des résistances sociales majeures contre la privatisation notamment des services de santé.

Les plans d'aide associant en 2008 et 2009 le FMI, l'UE et diverses banques accordés à la Hongrie, à la Lettonie, puis à la Roumanie, sont assortis de contreparties dont DSK ne peut se vanter. Hongrie: privatisations, baisses des dépenses publiques de 2,5 points du PIB, gel des salaires et baisses de 30% des salaires des fonctionnaires. Lettonie: baisses de 20% du salaire minimum, de 10% des retraites, de 50% de salaires des enseignants et d'un tiers des dépenses de santé. Roumanie: engagement de baisser la masse salariale d'un tiers en cinq ans, de supprimer 100 000 postes de fonctionnaires, de diminuer les retraites et les allocations... Entre mars 2009 et mars 2010, la Lettonie voit son chômage passer de 14,3% à 22,3% et connaît une chute de PIB de plus de 20% sur deux ans...

... et dans la périphérie du Sud de l'eurozone

L'implication massive des banques (notamment allemandes et françaises) dans la dette grecque et la dépendance envers les marchés obligataires (et des titres spéculatifs dérivés de la dette) ont poussé les décideurs européens à « agir ». Dans l'urgence, ils ont cherché à résoudre la quadrature du cercle: diminuer la pression des marchés par d'autres ressources apportées, en changeant au minimum l'architecture d'ensemble des traités...

Les moyens? Élargir l'interprétation des « catastrophes » légitimant des aides bilatérales; rendre les aides « non conventionnelles » (de la BCE ou de l'UE) provisoires. Mais comme le provisoire renforce la spéculation (qu'il est interdit d'interdire), on s'est acheminé vers un mécanisme pérenne (à l'échéance de 2013) qui veut minimiser la logique d'aide européenne aux États en difficultés de deux façons²: par les apports du FMI... et par une relance radicale des politiques d'austérité réaffirmant les logiques néolibérales sur le dos des peuples.

Catherine Samary

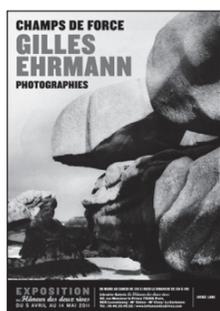
1. www.contretemps.eu/interventions/vers-tsunami-bancaire-social-estouest-europeen

2. Il s'y ajoute un troisième volet envisagé par l'Allemagne face à la dette irlandaise, mais sur lequel les décideurs européens ne parviennent pas à s'entendre: la restructuration (sinon annulation), au moins partielle, des dettes. Mais les spéculateurs qui exigent des taux prohibitifs au nom des risques de défaut ne veulent pas assumer ce risque. Sa simple évocation les incite à exiger des taux encore plus insoutenables, en escomptant sur l'absence de décision coercitive à leur égard dans l'UE...



<http://daillieursnous sommesdici.org>

Pour préparer la journée du 28 mai, date de la mobilisation nationale et unitaire contre le racisme, la politique d'immigration du gouvernement et pour la régularisation des sans-papiers, le site du collectif « D'ailleurs nous sommes d'ici » a été mis en ligne. On peut y retrouver aisément l'appel signé par les organisations et les élus et les documents produits à ce sujet. Un peu partout en France, des collectifs locaux se montent pour faire de cette journée une réussite. Toutes celles et tous ceux qui s'associeront à cette initiative trouveront sur le site un kit avec logos et matériel mis à disposition pour faciliter cette campagne. (lire aussi page 10)



EXPOS
GILLES EHLMANN
«CHAMPS DE FORCE»
Librairie-galerie Le Flâneur des deux rives, 60 rue Monsieur-le-Prince, Paris 6^e
Jusqu'au 14 mai

Auteur de livres remarqués, portraitiste et ami d'artistes et de poètes, Gilles Ehrmann (1928-2005) fut à la fois un maître du photo-reportage, quand il appartenait, avec Boubat, Doisneau, Charbonnier et quelques autres, à l'équipe du mensuel *Réalités*, et un grand photographe d'inspiration surréaliste, dans le prolongement de Cartier-Bresson, Brassai et Man Ray. Admiré à ces deux titres par les spécialistes, il reste peu connu du grand public. Cette exposition montre qu'Ehrmann, même dans ses images de commande, ne transigeait jamais sur la présence que devait y garder la poésie : « *Lorsque je prends l'appareil, il s'agit toujours d'un acte rare* » car, disait-il aussi, « *la photographie doit dépasser le temps* ».

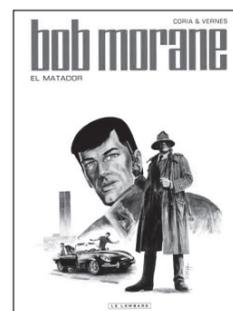
Gilles Bounoure



DVD
THE GOOD WIFE - SAISON 1
CBS/Paramount

Dans le registre des séries américaines, la très classique et grand public *The good wife* est l'étonnante bonne surprise de l'année passée. Au fil des épisodes, la banale histoire de l'épouse effacée d'un procureur accusé de corruption au milieu d'un scandale sexuel, et retournant à son métier d'avocate, gagne en consistance et s'offre le luxe discret de traiter des thématiques assez peu courantes à la télé (l'adultère décomplexé, l'émancipation féminine, les mœurs de la bourgeoisie américaine, etc.). Loin de proposer une vision conformiste ou consensuelle, elle aborde ainsi plutôt intelligemment les liens pervers entre la politique et la religion (la psychose américaine de la rédemption). Le tout porté à bout de bras par l'excellente Julianna Margulies, ex-infirmière d'*Urgences* qui campe à la perfection les certitudes et doutes d'un personnage digne d'un roman de Mauriac.

King Martov



BD
BOB MORANE - EL MATADOR
Coria et Vernes

Le Lombard
El matador sera sans doute la dernière BD écrite par Henri Vernes (93 ans et ancien résistant) mais, en tout cas, et là c'est certain, c'est la dernière BD du dessinateur Felicimo Coria, successeur de William Vance depuis 1980. Coria prend une retraite bien méritée pour se consacrer entièrement à la peinture. Cette dernière BD se révèle un coup de maître de mise en scène de tous les coups pourris des services secrets des États modernes alliés à la mafia pour se débarrasser de notre « redresseur de torts devant l'éternel ». Le dessin est au top et les décors parisiens avec pompiers, policiers et barbouzes dessinés sur des motifs originaux. Un seul regret, pour les vrais amateurs de l'aventurier, le géant Bill Ballantine, l'ami infatigable de Bob, est envoyé à l'hôpital dès le début de l'aventure. Une sacrée corrida quand même !

Sylvain Chardon



MUSIQUES
PAR TEMPS DE RAGE
La Canaille

Deuxième album et *La Canaille* se place déjà comme un groupe incontournable de la scène rap. En pleines révolutions arabes, *La Canaille* n'aurait pu espérer mieux pour la tournée de leur second opus avec des titres comme *Le soulèvement aura lieu*. Les guitares et la batterie sont de sortie pour aider les scratches à ruer dans les brancards. La basse lance un rythme groovy, c'est parti, on commence à remuer la tête. Une contrebasse s'invite, les sons électro changent et nous emmènent... ailleurs. Le décor ne cesse d'évoluer. Entre la sombre galère de l'usine et des quartiers populaires à la noirceur de la colère qui explose, *La Canaille* nous fait traverser de multiples ambiances, fusionnant les sons, les instruments, les influences. Durant ce voyage, les textes précis et incisifs aiguissent l'esprit critique, tirent des larmes de révolte, nous emportent dans une colère saine qui donne des frissons.

Rodolphe Juge

L'essai

LA FLOTTILLE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ET PIRATERIE D'ÉTAT AU LARGE DE GAZA

Thomas Sommer-Houdeville

Éditions Zones

192 pages

12 euros



À l'heure où se prépare pour mai 2011 une nouvelle flottille internationale pour Gaza, le témoignage de Thomas à propos de la première campagne en 2010 tombe à point afin d'en comprendre les enjeux et développer la mobilisation. Ouvrage militant, ce livre se dévore comme un véritable roman, permettant de suivre cette aventure. Thomas mélange de manière pertinente son expérience personnelle et les enjeux globaux et politiques de la guerre menée par l'impérialisme en Palestine. Cet ouvrage constitue également un bel hommage aux neuf morts, principalement turcs, assassinés par l'armée israélienne lors de l'assaut mené dans les eaux internationales. Ils ne sont pas morts pour rien !

Il montre comment Israël a perdu une bataille politique importante lors de ce véritable acte de piraterie d'État. Alors qu'au départ, ils n'étaient qu'une poignée, avec un rêve un peu fou, ce projet a pris corps en regroupant différentes nationalités et courants, des réseaux militants très divers dont des associations « musulmanes » turques, des ONG, des militants anti-impérialistes grecs, irlandais, français... Ils réussirent à converger malgré les obstacles (nombreux !). Ils furent plus de 800 à prendre la mer. Même si elle fut stoppée, cette tentative a eu un énorme retentissement mondial. Contrairement à ce que la plupart des médias et des politiciens veulent faire croire, ce livre montre clairement que « *Ce conflit n'est pas et ne sera jamais une guerre de civilisations. Nous ne sommes pas pris dans une sorte de face à face sanglant entre les musulmans, les chrétiens et les juifs, entre l'Occident et l'Orient, mais dans un conflit politique entre un État colonisateur et un peuple qui lutte pour sa liberté* ». À lire de toute urgence.

Antoine Boulangé

www.unbateaupourgaza.fr

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

LA CANAILLE Rap de fils d'ouvriers

Au lendemain de leur concert parisien à La Boule noire, nous avons rencontré Marc Nammour, MC du groupe *La Canaille* pour la sortie de leur deuxième album, *Par temps de rage*.

Alors, *La Canaille*, c'est du rock ou du rap ?
Moi, je fais du rap, *La Canaille* fait du rap. Mais le rock fait partie de nos influences. J'ai commencé par écouter du rap mais, depuis dix ans, j'écoute tous les styles. Je me suis rendu compte que le côté brut, un peu rouillé, de la guitare collait bien au texte. Mais les beats derrière nos textes sont bien hip-hop et ma façon à moi de scander les mots, c'est du hip-hop ! Le rap, il peut prendre toutes les formes possibles : à l'origine, c'est du sampling. Alors il y en a qui font du rap sur de la musique classique, nous on se dirige sur des samples plutôt rocks.
Le peu-ra pour moi, c'est une façon de scander les mots, une façon d'écrire. Mais le rap qui me touche c'est le rap revendicatif, celui qui a quelque chose à dire : le haut-parleur de la rue !

Le nom du groupe, *La Canaille*, a une histoire...
Oui, c'est le nom d'un chant révolutionnaire chanté en 1871 pendant la Commune de Paris. Je suis tombé dessus sans connaître le passé de cette chanson. J'ai simplement lu le texte et il m'a vraiment touché. Quand j'ai compris que ce texte avait été écrit il y a 140 ans, je me suis dit : il est contemporain ce texte ! J'ai donc voulu le reprendre et lui redonner une actualité au niveau musical. On a donc fait un morceau, *La Canaille*, sur le premier album et on s'est complètement reconnu dans cette description. *La Canaille*, c'est une énumération de quatre lignes qui finit par « C'est la canaille eh bien j'en suis ». Qui est la canaille ? Ce sont des prolos de bases, c'est le peuple, c'est les gens comme toi et moi, les chômeurs, les artistes, les précaires, les travailleurs. C'est cela la canaille ! À la base c'est une in-

sulte bourgeoise, on a donc voulu redonner ses lettres de noblesses à ce mot. Et comme notre démarche est de représenter nos origines sociales, d'avoir une position de classe, on s'est dit : « ah ouais, tu nous traites de canaille, eh bah on va être fiers, parce qu'on est fiers de nos origines, c'est pas de la merde ! » Hamé, le rappeur de *La Rumeur*, disait une très belle phrase : « *À force d'être pris pour une merde, on a fini par le croire* ». Notre origine sociale, c'est quelque chose d'important pour nous. Et donc réaffirmer cela en prenant une insulte et lui donnant ses lettres de noblesse, je trouvais que ça résonnait pour nous. Maintenant, ils appellent cela racaille. Mais nous, on voulait justement utiliser *canaille* parce que c'était aussi une manière de faire un pont entre les luttes passées, présentes et à venir. C'est toujours la même chose au final.

Vous détonnez un peu dans le paysage du rap français : votre ancrage se fait clairement dans une thématique de classes sociales, avec cette présence de la classe ouvrière très affirmée. D'où vient cet intérêt ?
C'est ce qui nous constitue. Moi, je suis fils d'ouvriers, je viens d'une région ouvrière, dans le Jura, où il y a des usines à perte de vue. Cela me touche d'autant plus que maintenant, avec la crise et les délocalisations, ils en prennent plein la gueule. Toutes les usines ferment, c'est la misère totale. C'est-à-dire que les gens n'ont plus que les minimas sociaux, les paradis artificiels et, en plus, c'est le meilleur terreau pour un repli identitaire. Cela me touche d'autant plus que j'ai encore plein de potes qui y sont, ma famille. Donc c'est quelque chose qui me constitue.

Quand en arrivant à Paris, il y a huit ans,



(LA CANAILLE)

j'entends dans le business de la musique que « c'est fini les ouvriers, c'est Charlie Chaplin ou en Chine », je me dis « mais qu'est-ce que tu racontes ! » De part l'origine sociale du rap, je trouve logique qu'on mette en avant notre filiation ouvrière. C'est comme ça, c'est notre musique, on a grandi dans les quartiers, c'est notre culture.

Propos recueillis par Rodolphe Juge et Mary Sonet

À écouter : *Une goutte de miel dans un litre de plomb*, *La Canaille*, 2009 et *Par temps de rage*, *La Canaille*, 2011.

INTERVIEW EN VERSION LONGUE SUR
www.npa2009.org

GRAMMAIRE

Un chien vaut bien dix femmes

La langue est le reflet d'une société. Le fait que le féminin soit englobé dans le masculin, considéré comme le genre « non marqué », correspond à l'évolution de la place des femmes. Changer nos conventions d'écriture permet de rendre visible une discrimination largement admise comme immuable.

Les élections cantonales sont passées et cette semaine les présidents des conseils généraux ont été élus. Notez qu'en principe dans *Tout est à nous!*, nous aurions écrit «les présidentEs des conseils généraux ont été éluEs». Mais en l'occurrence, les présidentes ne constituent que 5% des 101 départements. Donc cinq. Mais en français académique, on écrirait «les présidents» même dans la situation peu probable où un homme serait perdu parmi 100 femmes. Car nous le savons tous depuis l'école primaire, un mâle suffit dans un groupe pour que celui-ci soit masculin quel que soit le nombre de femelles. De la même manière qu'un adjectif ou un participe passé est masculin dès lors qu'une énumération comporte au moins un terme masculin. Ainsi le journal et la revue sont publiés régulièrement. Après tout, le genre de ces mots étant relativement arbitraires, on n'y trouve pas à redire. Mais la règle choque davantage lorsqu'on réalise qu'un garçon et trente filles sont attentifs à ce que raconte l'institutrice...

Une règle gravée dans le marbre? Pourtant Racine écrivait : «*Ces trois jours et ces trois nuits entières*», car jusqu'au XVIII^e siècle, la règle voulait que l'adjectif s'accorde avec le substantif le plus proche. Ce qui nous ferait écrire aujourd'hui que 97 présidents et 5 présidentes ont été élus.

En 1647, un grammairien nommé Vaugelas, rédigea un ensemble de «remarques» sur la grammaire française, et concernant les accords, il expliqua que «*la forme masculine a prépondérance sur le féminin, parce que plus noble*». En 1767, un autre grammairien, Nicolas Beauzée ajoutait : «*Le genre masculin est réputé plus noble que le féminin, à cause de la supériorité du mâle sur la femelle*». Ainsi fut instaurée une hiérarchie entre les genres qui ne devait rien à la langue mais tout à l'idéologie et qui reste la règle de nos jours.

Ce n'est pas un hasard si les révolutionnaires décidèrent de rédiger la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen. Car malgré la participation des femmes à la Révolution française, celles-ci n'étaient pas considérées comme des citoyennes et n'avaient de droits que comme épouses. Ce qu'a d'ailleurs consacré le code civil de 1804 en leur donnant une place d'incapables majeures dépendant de leur mari.



Faut-il porter une barbe pour être aussi considérée qu'un homme? (PHOTOTHÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

De là, les femmes ont vu leur rôle circonscrit à la maison et à l'éducation des enfants. Quelqu'un comme Proudhon ayant d'ailleurs largement contribué à ravalier les femmes au rang d'épouses. Et alors que le moyen-âge connaissait des drapières, des lieutenantes etc., les pharmaciennes du début du XX^e siècle, tout comme les mairesses, ne pouvaient être que les épouses des pharmaciens et des maires.

Une discrimination académique

Lorsqu'en 1984, le Premier ministre créa une «*commission de terminologie relative au vocabulaire concernant les activités des femmes*», l'Académie française, qui quatre ans plus tôt avait accueilli en son sein une femme pour la première fois en la personne de Marguerite Yourcenar, a renâclé. On trouve encore aujourd'hui sur le site des Immortels à la rubrique langue française : «*[...] l'Académie française qui n'avait pas été consultée, fait part de ses réserves dans une déclaration préparée par Georges Dumézil et Claude Lévi-Strauss. Elle dénonce en particulier le contresens linguistique sur lequel repose l'entreprise: il convient de rappeler que le masculin est en français le genre non marqué et peut de ce fait désigner indifféremment les hommes et les*

femmes; en revanche, le féminin est appelé plus pertinemment le genre marqué, et "la marque est privative. [...] À la différence du genre non marqué, le genre marqué, appliqué aux êtres animés, institue entre les deux sexes une ségrégation." Aussi la féminisation risque-t-elle d'aboutir à un résultat inverse de celui qu'on escomptait, et d'établir, dans la langue elle-même, une discrimination entre les hommes et les femmes.»

Plusieurs circulaires, en 1986 et 1998, recommandèrent de procéder à la féminisation des noms de métiers mais l'Académie persiste : «*Le rapport de la commission a été remis au Premier ministre en octobre 1998. Il rappelle qu'une intervention gouvernementale sur l'usage se heurterait très vite à des obstacles d'ordre juridique et pratique, et qu'on peut douter, de toute façon, qu'elle soit suivie d'effet. Il établit une nette différence entre les métiers d'une part (où les formes féminines sont depuis toujours en usage et ne posent pas de problème particulier), et les fonctions, grades ou titres d'autre part, qui doivent être clairement distingués de la personne. La fonction ne peut être identifiée à la personne qui l'occupe, le titre à la personne qui le porte, etc.; pour cette raison, l'utilisation ou l'invention de formes féminines n'est pas souhaitable.*»

Ainsi, il serait plus normal de parler de Madame le ministre car la ministre renverrait nécessairement à une personne particulière alors que le ministre renvoie à la fonction!

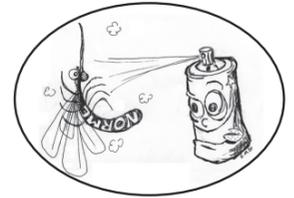
En réalité, plusieurs pays ont tenté de faire évoluer la langue depuis la deuxième moitié du XX^e siècle comme le Canada ou la Suisse avec plus de succès que la France. Contrairement à ce qu'on veut nous faire croire, la langue est le reflet de la société. L'évolution du français, traduit notamment, l'évolution de la place des femmes. Enseigner aux enfants dès leur plus jeune âge que le féminin est englobé par le masculin participe d'un système où les femmes occupent les métiers les plus dévalorisés et perçoivent des revenus inférieurs à ceux des hommes. Parce qu'il est le principal outil de communication, le langage est important. Il véhicule les valeurs de notre société et c'est pour cela aussi que nous devons le changer. Alors dans *Tout est à nous!*, nous continuerons d'utiliser la féminisation de l'écriture, même si nous avons conscience que cela gêne un certain nombre de nos lectrices et lecteurs.

Dominique Angelini



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Normicides



J'aime bien, l'été, porter une jupe, surtout les longues, flottantes. Les jupes serrées me gênent pour marcher; je trouve que ça n'est pas terrible. Je n'ai jamais essayé les mini-jupes, je ne sais pas si ça me plairait. Pourtant je peux mettre un short sans souci, même court, pour courir par exemple. Mais je trouve la jupe vraiment agréable à porter pour éviter le pantalon qui devient vite insupportable avec les grosses chaleurs. Comme le short ou le bermuda ne sont pas acceptés pour certaines professions, et peuvent même être motif de licenciement, la jupe est vraiment une solution idéale. Une des premières fois que j'en ai portée une, c'était lors d'une soirée entre militants d'extrême gauche... Les mecs qui me connaissaient étaient perturbés, un camarade a passé sa soirée à me draguer vulgairement. Un jeune garçon de 8 ans était tellement mal à l'aise qu'il venait se glisser sous ma jupe pour voir. La majorité des copines essayaient de faire comme si de rien n'était, mais toute la soirée a tourné autour ma jupe. Impossible de vivre simplement ce choix vestimentaire. Même avec des militantEs. La jupe est un attribut féminin sans débat possible. Un mec qui porte une jupe, c'est de façon certaine un homme qui veut marquer qu'il est «travesti». Pour preuve, le logo usuel utilise cet attribut vestimentaire pour symboliser les zones réservées aux femmes. Où doit aller pisser un mec portant une jupe? Moi je voudrais juste pouvoir ne plus suer tous les étés dans mes pantalons.

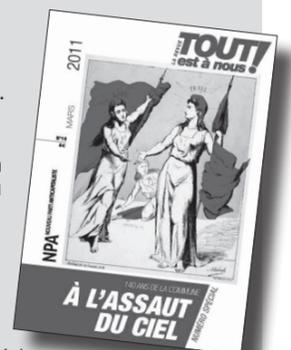
CherE lecteur-lectrice, si toi aussi tu en as marre qu'on voie ton nez au milieu de ta figure, si tu ne veux plus culpabiliser quand tu ouvres ton frigo ou que tu oublies la fête des mères, bref si tu as repéré une norme qui te pourrit l'existence, ton témoignage est le bienvenu. Envoie-le à la rédaction de *Tout est à nous!* qui le transmettra à l'équipe Normicides.

Le normicide est un texte court qui raconte une expérience individuelle, donc subjective, sans prétendre au traitement exhaustif du sujet abordé. Il ne s'agit pas de créer des contre-normes, mais de déconstruire avec impertinence celles qui nous cernent, et d'inviter chacunE à l'autodétermination. Soumis à la réflexion collective, il devient politique. Les textes sont retravaillés et assumés par l'équipe Normicides, c'est pourquoi ils ne sont pas signés individuellement.

1871-2011, LA COMMUNE DE PARIS A 140 ANS

TOUT EST À NOUS! LA REVUE

y consacre un numéro spécial. Vous pourrez y lire : Louise Michel place de la Casbah, un édito d'Olivier Besancenot, un article sur les premiers pas du mouvement ouvrier français entre 1830 et 1871. Mais aussi, des éclairages sur les Communes de province, la situation des femmes et des étrangers sous la Commune; des extraits d'un texte de Daniel Bensaïd dans lequel il revient sur la manière dont la Commune a influencé la pensée de Marx; des analyses des textes de Marx, Lénine et Trotsky sur le sujet, un texte d'Alternative libertaire; un extrait d'un livre à paraître d'Isaac Johsua, *la Révolution selon Marx...*



« D'ailleurs nous sommes ici » à Vitry: c'est parti !

À l'initiative du réseau Éducation sans frontières (RESF) de Vitry (Val-de-Marne), le comité vient de se constituer: en sont déjà partie prenante, RESF bien sûr, le Mrap, le Comité des travailleurs sans papiers de Vitry, l'association Rom Europe, Attac, EÉ-Les Verts, le PCF et le NPA. Le comité a bien entendu vocation à s'élargir à d'autres forces syndicales, associatives et politiques de Vitry. Vitry est une commune où existe une forte tradition de luttes d'immigrés, de sans-papiers, souvent de manière éclatée et avec de fortes divisions. Cette initiative permet de faire converger toutes les énergies dans un même objectif dans un contexte où l'unité est plus que nécessaire pour s'opposer à la politique raciste et xénophobe du gouvernement et la montée du FN. En attendant, le comité va intervenir sur les lycées pour mobiliser les jeunes pour qui la montée du FN a été un choc, et qui ont démontré dans la commune voisine de Créteil qu'ils pouvaient débrayer et se mobiliser en masse pour exiger et obtenir la libération de leur camarade Abdenour en centre de rétention (voir *Tout est à nous!* n° 96). Le 9 avril, le comité va soutenir et élargir la manifestation des sans-papiers de Vitry toujours en bagarre avec la préfecture du 94. Enfin, il s'agit aussi de faire le lien avec les Roms pour qui la situation est toujours plus tendue et avec les associations qui les soutiennent. Au mois de mai, le comité a prévu un week-end de mobilisation les 14 et 15 mai pour préparer la manifestation nationale du 28 mai avec interventions et animations dans la ville.



Belfort: les travailleurs d'Alstom ne désarment pas

La semaine dernière, *Tout est à nous!* évoquait la mobilisation en cours à Alstom, dont le site de Belfort est menacé d'une centaine de suppressions de postes. Lundi 4 avril, une nouvelle action a été conduite, bloquant la sortie d'un rotor de l'EPR de Flamanville, fabriqué à Belfort. Après la journée de grève du 24 mars, les salariés continuent d'exprimer leur refus des licenciements.

Éducation: grèves et occupation

Dans le Doubs, la mobilisation pour l'école se poursuit, par l'occupation de l'inspection d'académie. Lundi 4 avril, la FSU du premier degré appelait à un jour de grève à l'occasion d'une réunion paritaire à l'inspection académique. Cette réunion doit officialiser la suppression de 20 postes de professeurs des écoles dans le département. Plusieurs écoles sont totalement fermées, en particulier à Besançon. Sur les 33 écoles que compte la ville, plus d'une vingtaine connaissent des taux de grève supérieure à 25%. Parallèlement, un collectif de parents en colère, soutenu par les organisations syndicales enseignantes et les associations de parents, appelait le même jour à un pique-nique à midi devant le siège de l'inspection académique. Forts de la légitimité de leur action, les parents et enseignants présents ont décidé d'occuper l'inspection, au moment de la digestion. Les forces de police les ont délogés en début de soirée. Il n'empêche. Mercredi 6 avril, un rassemblement était programmé sur la principale place de Besançon pour faire un «boucan d'enfer», dont on espère qu'il portera jusqu'aux oreilles de la rectrice et au-delà, tant la carte scolaire et les suppressions de postes apparaissent inacceptables, pour tous et toutes.



(GÉPÉ)

Halte à l'instrumentalisation de nos luttes à des fins racistes !

« Ça suffit ! Nous condamnons le racisme et refusons qu'il frappe en notre nom ! »
Poussés par l'urgence de la situation et la volonté de lutter contre la confiscation de notre parole, nous étions plus de 150 féministes, pédés, gouines et trans, musulmanEs et non-musulmanEs, issuEs d'orgas ou d'associations qui n'ont pas forcément l'habitude de travailler ensemble (plus d'une vingtaine de réseaux militants présents), rassemblés pour commencer à unir nos forces dans un combat incontournable et nécessaire aujourd'hui: contre l'islamophobie, racisme d'État. Les militantEs du NPA étaient présents en nombre. Sont intervenues: Rosa des Panthères roses, Nacira Guénif (sociologue), Noria pour Les Indivisibles, Djamila Sonzogni (EÉ-Les Verts), Jessica Dorrance (association Las Migras de Berlin) et touTEs les autres ! Au-delà de l'affluence impressionnante, la convergence associative initiale (à l'initiative des Panthères roses et co-organisée par elles, Les Indivisibles, le collectif Les Mots sont importants et les Tumultueuses) a également permis de franchir un véritable saut qualitatif. Nous avons fait un premier pas pour nous

emparer collectivement de questionnements politiques clés dans la période actuelle: contre qui et quoi se battre en priorité (le FN, le gouvernement, les lois racistes, l'idéologie républicaine empreinte de colonialisme, la notion de « choc des civilisations », etc.)? De quelles armes disposons-nous (élaboration théorique, humour, mobilisations de masse, performances, affirmations diverses de noTRÉS identités, etc...)? Quels combats partageons-nous? Sur quel terrain? Comment les renforcer et les articuler entre eux? Comment respecter les identités de chacunE tout en construisant la convergence? Quels doivent/peuvent être les rapports blancHEs/non-blancHEs? Quelles expériences peuvent nous inspirer? Des chantiers énormes, quoi! Plusieurs idées se sont dégagées de cette discussion: le refus de l'instrumentalisation d'un vocabulaire et de références se voulant « féministes » à des fins islamophobes, et la nécessité de développement de mouvements autonomes (organisation autonome de femmes non-blanches, de gays musulmans, etc.). Le NPA doit continuer à s'investir dans ce processus, en respectant les termes du débat, afin de permettre l'émergence d'un mouvement solide, qui ne devra sa

force qu'à son développement propre. En effet, ce succès politique a, malgré tout, rencontré une limite importante, corollaire de son succès: l'absence de perspectives communes d'actions immédiates. Pourtant, c'est bien la convergence des réseaux présents dans diverses mobilisations qui a mis ce rendez-vous à l'ordre du jour: cette dimension est donc constitutive de la dynamique à l'œuvre. Être pleinement investiEs, débattre et proposer des initiatives permettant de rassembler dans l'action, voilà comment le NPA doit envisager sur la durée sa participation à ce mouvement. Combiner respect et exigence politique conditionne le développement de cette dynamique plus que jamais d'actualité car, sans action collective, aucun débat politique ne pourra s'épanouir dans l'intérêt des opprimés et des exploités. Continuons, car nous venons de franchir une étape enthousiasmante dans cette voie!
Agnès (Paris 12^e), Capucine (Montreuil), Sarah (Saint-Denis) et Xavier (Nantes)

1. Extrait de l'appel disponible sur: www.pantheres-roses.org, www.tumultueuses.com, <http://lmsi.net>, <http://lesindivisibles.fr>

2 avril: mobilisation nationale

Face à la mise en œuvre de la loi Bachelot et aux menaces des agences régionales de santé (ARS), la journée nationale du 2 avril organisée pour la défense de l'hôpital public et de la Sécurité sociale solidaire et universelle a été un succès. Succès d'abord pour l'unité réalisée puisque l'appel du 22 janvier à l'initiative de la coordination nationale a finalement été rejoint par plus d'une centaine de partis, syndicats, associations professionnelles, de malades ou plus largement défenseurs du droit à la santé. Cela témoigne du fait que la prise en compte des questions de santé comme question politique progresse. Succès également sur la participation: au niveau national, 21 régions sur 22 et une cinquantaine de villes ont été touchées par des rassemblements, manifestations, diffusions de tracts, prises de parole, avec comme axe: agence régionale de santé, agence de régression sociale. Des milliers de personnes s'y sont

retrouvées (3 500 à 4 000 à Paris, 1 000 à Toulouse, Bordeaux, La Seyne, 500 à Nantes, Rennes, Tours, Lyon, Die, et 1 500 à Marseille le 31 à l'occasion de la venue de Bachelot, Bertrand et Berra pour un colloque sur les ARS. Partout les manifestants ont pointé la destruction ou les menaces de fermetures de services, des urgences, de maternités voire d'établissements pour le plus grand profit des cliniques lucratives et la privatisation rampante sous prétexte de partenariat public-privé. Les militants et comités NPA ont été actifs dans cette mobilisation, le 4 pages santé/dépendance et le dossier de *Tout est à nous!* ont été bien accueillis. Des réunions publiques se préparent dans lesquelles les anticapitalistes développeront le lien entre ces attaques et la volonté du patronat de faire payer leur crise au monde du travail et à la population en général. Nous y reviendrons.
Roland Foret



(PHOTO THÉQUE ROUGE/JMB)

Grèves pour les salaires en Haute-Loire: et 1, et 2, et 3 succès !

En l'espace de quelques semaines, les salariés de trois entreprises de Haute-Loire viennent d'obtenir des augmentations de salaire après avoir engagé des grèves reconductibles. Les premiers à avoir débrayé sont les ouvriers de l'usine Interep à Aurec. Ils réclamaient un euro de plus par heure. Ils ont occupé l'entreprise pendant douze jours, empêchant les camions de livraison d'entrer et sortir. Ils ont installé deux banderoles à l'entrée de leur boîte: l'une intitulée «Place Tahrir» et l'autre «Tunisie, Égypte, Interep!», en clin d'œil aux révolutions en cours. Le tract de leur syndicat CGT expliquait ainsi «les peuples ont renversé les dictatures policières, à nous de renverser les dictatures financières!» La détermination des grévistes et leur nombre (95% des ouvriers) ont forcé leur patron à céder sur l'essentiel de leurs revendications. Ils ont obtenu une augmentation mensuelle de 158 euros et une

prime exceptionnelle de 650 euros. Ce succès a donné des idées à d'autres salariés, engagés dans les négociations annuelles obligatoires. Tout d'abord, ceux de CFVA, une fromagerie de Beauzac dépendant du groupe Bongrain. 95% des 250 salariés ont fait grève durant huit jours pour exiger 150 euros d'augmentation. Le Medef de Haute-Loire a fait pression pour que le patron ne lâche rien, de peur que d'autres boîtes s'y mettent aussi. Mais l'ampleur de la mobilisation et la fermeté des grévistes l'ont contraint à lâcher du lest: une augmentation de 80 euros mensuels, deux primes représentant plus de 190 euros, le paiement de six jours de grève et l'embauche en CDI de dix-neuf intérimaires. Même s'ils n'ont pas obtenu gain de cause sur tout, les ouvriers, dont c'était la première grève, sont ressortis du conflit satisfaits d'avoir fait reculer Bongrain.

Dans la foulée, les salariés des salaisons Souchon à Saint-Maurice-de-Lignon, qui dépendent aussi de Bongrain, ont débrayé à près de 90%. L'occupation de l'usine a duré cinq jours: les grévistes ont obtenu une augmentation de 54 euros mensuels (ce qui revient à 660 euros annuels pour les bas salaires) et près de quatre jours de grève seront payés. À l'issue du conflit, les ouvriers viennent de créer leur syndicat CGT. Et ce n'est pas fini: les ouvrières de Lejaby à Yssingeaux ont elles aussi entamé une grève reconductible pour les salaires. C'est bien la preuve qu'en pleine flambee des prix, l'austérité salariale ne passe pas et que les victoires des uns encouragent les autres à s'y mettre. Chaud, chaud, le printemps sera chaud!
François Boudet

Non-titulaires de la fonction publique : dialogue social ou mobilisation ?

L'accord Tron sur les non-titulaires de la fonction publique a suscité de nombreuses discussions et remous dans la CGT avant et après la signature par les fédérations CGT concernées.

Si toutes les formations politiques ont d'ores et déjà les yeux tournés vers la bataille des élections présidentielles de 2012, les organisations syndicales ont pour objectif le 20 octobre 2011, date à laquelle vont se dérouler les élections dans les fonctions publiques d'État et hospitalière.

Plus de 3 millions de salariés sont concernés, avec une prise en compte pour le calcul de la représentativité des élections de 2008 pour la Territoriale (1,6 millions de salariés). En vertu de la loi de 2008, un accord ne sera désormais valable que s'il est conclu avec au moins deux organisations syndicales représentant au moins 20% des voix des agents et s'il ne rencontre pas l'opposition d'organisations représentant une majorité des voix. Après 2013, un accord sera valide s'il est majoritaire, c'est-à-dire signé par des syndicats ayant obtenu au moins 50% des voix aux élections professionnelles.

Avec des disparités importantes, les rapports de forces actuels dans les trois fonctions publiques sont : CGT à 23,6%, CFDT à 16,7%, FO à 16,3%, FSU à 11,5%, Unsa à 11,3%, Solidaires à 7,7%. Ces nouvelles dispositions s'inscrivent dans le processus plus global de développement du dialogue social à l'œuvre



Paris, le 20 janvier. Les précaires de la fonction publique exigent leur titularisation. (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/GP)

tant au niveau européen que français. Pour les organisations syndicales, il est indispensable de trouver le bon équilibre entre l'ancrage sur le terrain, dans les luttes et la respectabilité reconnue par l'État et le patronat. Pour certains comme la CFTC, la CGC voire FO, ces échéances risquent d'être cruciales quant à leur existence même. Les alliances parfois contradictoires entre syndicats, apparues lors d'élections professionnelles récentes en sont une première conséquence. Ce contexte fournit également la toile de fond à l'actuelle course à la signature d'accords entre patronat et organisations syndicales. L'accord Tron sur les non-titulaires de fonction publique se trouve au centre de ces contradictions. D'un côté la défense d'une catégorie de

personnels, les précaires, les non-titulaires, représentant près de 20% des effectifs, souvent marginaux dans l'activité professionnelle et dans les syndicats, mais qui votent. De l'autre, les réticences largement exprimées contre les titularisations hors du cadre des concours ou l'accès des «non-Français» à la fonction publique et la volonté d'être crédibles et raisonnables au regard des représentants de l'État. Au total, de maigres concessions (40 000 titularisations et 100 000 CDI au rabais) et l'assurance d'avoir le droit et l'honneur de participer à la suite des négociations servent de justification à l'officialisation des attaques et reculs sur le statut de la fonction publique. Dans la CGT, ce positionnement a suscité de nombreux débats

et de nombreuses prises de positions contre l'accord. Mais l'opacité d'une consultation bâclée, la faiblesse de la mobilisation ont complété l'arsenal des faux arguments pour justifier cette signature. Une autre voie était possible : organiser vraiment la mobilisation de tous les personnels, dans l'unité, titulaires et non-titulaires pour non seulement gagner l'extension des droits de la fonction publique à tous ceux qui y travaillent et en même temps la défense des services publics pour répondre aux besoins de la population, notamment par des milliers d'embauches. Pour s'y engager, l'accord Tron ne sera pas un point d'appui.

Correspondant

Solidarité avec les ouvriers grévistes de C&K à Dole

Mardi 30 mars a pris fin le mouvement de grève qui durait depuis sept jours dans l'usine de composants électroniques C&K, à Dole (Jura), lancé à l'appel de la CGT, et qui a été largement suivi par tout le personnel de la production avec blocage de l'entrée de l'usine.

Cette entreprise a déjà supprimé 30 emplois en 2010 et elle fonctionne actuellement avec 60 intérimaires, ces esclaves des temps modernes qui servent de variables d'ajustement.

Les salariés demandaient une revalorisation de leurs salaires, bien compréhensible lorsqu'on sait que l'entreprise a augmenté son chiffre d'affaire de 19 millions d'euros. 115 euros brut et des CDI pour les intérimaires, cela n'a rien d'extragavant. Pourtant, voici la réponse cynique de la direction : il ne faut pas vivre au-dessus de vos moyens. Elle s'est savamment employée à briser le mouvement : envoi d'huissier tous les jours (environ 500 euros de l'heure), embauche de vigiles avec chiens pour assurer la sécurité, casse de la grève en faisant travailler les cadres à la production (contre rémunération, bien sûr !), harcèlement téléphonique des ouvriers pour qu'ils reprennent le travail, dégageant d'une entrée pour permettre aux non-grévistes d'aller travailler.

Lors des négociations, la direction n'a proposé qu'une augmentation de 1,6%

pour tous (soit 21 euros de plus pour un salaire de 1400 euros brut), une augmentation de 1,2% à titre individuel et une revalorisation des primes de 0,7%. Elle a également payé un organisme pour vérifier le bien-fondé des augmentations...

Au total, elle va débiter 129 000 euros pour 81 cadres et 60 000 euros pour 127 ouvriers. Y a pas un truc qui ne va pas ? Il n'y a donc pas d'argent pour payer le travail mais il y en a pour «emmerder» les gens et payer les actionnaires ?

La grève a cessé, faute de grévistes suffisamment nombreux, au grand dam des syndicalistes CGT. Les ouvriers sont coincés par leurs difficultés financières, découragés par le manque de solidarité des autres syndicats et des entreprises voisines, et peut-être influencés par le harcèlement individuel de la direction...

Tout le monde est reparti au boulot avec l'assurance d'un prélèvement des jours de grève sur trois mois et le paiement de la

prime d'intéressement avancé d'un mois. Voilà un nouvel exemple de la stratégie des entreprises capitalistes qui porte ses fruits : laisser pourrir la situation, intimider les gens individuellement, faire du chantage à l'emploi.

Cette bataille est perdue, mais il y en aura d'autres, ont assuré les syndicalistes.

Bravo à tous ceux qui ont campé jour et nuit devant leur usine en mettant entre parenthèses leur vie familiale et personnelle pour défendre l'intérêt général ! Un jour viendra où la classe ouvrière refoulera ses peurs et redécouvrira sa puissance dans les luttes contre ce système qui broie l'être humain.

NPA Pays-de-Valois

Lire aussi sur : <http://npa-paysdolois.blogspot.com>

Appel à contribution

Tout est à nous! est votre journal. Contribuez à le faire vivre. N'hésitez pas à nous envoyer des articles, de brèves, sur des luttes qui se passent près de chez vous ou des sujets d'informations qui vous tiennent à cœur.

Envoyez vos propositions par mail à : redaction@npa2009.org ou par courrier à : *Tout est à nous!*
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

S'abonner à Tout est à nous!

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel
et de communication (NSPAC)
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT : CODE GUICHET :

N° DE COMPTE :

CLÉ RIB :

Date :

Signature : _____

Établissement teneur du compte

Banque :
Adresse :
Code postal :
Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

- Hebdo 6 mois 1 an
 28 euros 56 euros
- Mensuel 6 mois 1 an
 22 euros 44 euros
- Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
 50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo 6 mois 1 an
 20 euros 40 euros
- Hebdo + Mensuel 6 mois 1 an
 38 euros 76 euros

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Personnels de justice en colère. À la suite des journées de mobilisation des 10 février et 9 mars, 26 syndicats et associations des personnels de justice, regroupés dans un collectif, appelaient à la grève avec une manifestation nationale à Paris. Celle-ci a rassemblé 5000 personnes représentant l'ensemble des secteurs de la justice. Les personnels de probation, qui n'ont pas le droit de grève, et de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) étaient présents en nombre. Bien que le ministre de la Justice ait annoncé le matin même la création de postes supplémentaires, personne n'est dupe. Ces créations, qui ne masquent pas la disparition des postes, entamées avec la RGPP (réforme générale des politiques publiques), sont destinées à accompagner les réformes sécuritaires de la justice, comme celles relatives à l'hospitalisation d'office et à la mise en place des jurys populaires en correctionnel. À la PJJ, où tous les emplois précaires sont supprimés pratiquement du jour au lendemain sans perspective de titularisation des agents, les postes créés le sont pour l'ouverture de nouveaux centres fermés qui se substitueront aux foyers éducatifs. Les conseillers d'insertion et de probation embauchés sont principalement des vacataires recrutés dans l'urgence en avril pour assumer le suivi en milieu ouvert de milliers de personnes en attente. L'objectif des personnels est d'inscrire la mobilisation dans la durée pour l'obtention de moyens supplémentaires et pas pour

appliquer les lois sécuritaires, pour que la justice soit au service de la population et pas au service des politiques gouvernementales.

Chatel : précarité et racisme ! Des milliers d'élèves se retrouvent sans enseignant. Pour le ministre de l'Éducation nationale, Luc Chatel, cela n'a rien à voir avec les dizaines de milliers de suppressions de postes. Alors que la colère des parents et des enseignants se fait entendre localement, le gouvernement, une fois de plus, aggrave la situation. Chatel propose de précariser encore plus les remplaçants qui pourront être recrutés par Pôle emploi et les chefs d'établissement. Cette nouvelle mesure s'inscrit dans la continuité de l'accord Tron qui fait de la précarité une porte d'entrée dans la fonction publique pour casser le statut des fonctionnaires. Cela aggravera la situation des personnels sans diminuer le besoin d'enseignants. Dans cette même conférence de presse du 4 avril, il a « dévoilé » son jeu. Face aux problèmes de l'école, il faut un bouc émissaire : « les mamans qui portent le foulard et accompagnent les sorties scolaires ». L'argument de la laïcité n'est que le cache-sexe de la campagne raciste et islamophobe de Sarkozy, Copé et Guéant qui sont lancés dans une surenchère infernale avec Marine Le Pen. Le discours actuel du gouvernement instrumentalise la question de la laïcité avec un seul objectif : diviser et stigmatiser les musulmans. Les leçons de laïcité de ce gouvernement sont indécentes : il massacre à la tronçonneuse l'école publique, arrose de subventions l'école privée catholique sous contrat.

D'ailleurs Sarkozy déclarait le 20 décembre 2007 à Latran : « l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur ». Ne tombons pas dans le panneau. Opposons-nous tous ensemble aux lois racistes à l'école et aux suppressions de postes. Ce sont les deux faces d'une même pièce.

Toyota Onnaing : grève pour les salaires. Depuis vendredi 1^{er} avril, plusieurs centaines de travailleurs grévistes bloquent la production de l'usine Toyota à Onnaing près de Valenciennes (Nord). Tout a démarré après que les travailleurs de Toyota Somain ont obtenu une prime de 800 euros pour le lancement d'un nouveau modèle. Ceux d'Onnaing exigent une même prime de 800 euros, augmentée de 100 euros à chaque jour de grève (!) et le 13^e mois pour tous, y compris les intérimaires, des excuses du président du CE, le paiement des jours de grève. Ils sont organisés autour d'une assemblée générale et d'un comité de grève composé de travailleurs et travailleuses dont un intérimaire. Plus de la moitié des véhicules ne sort pas des chaînes malgré l'augmentation des cadences sur les lignes qui tournent. Les salariés sont allés populariser leur lutte au centre de Valenciennes. Consolider la mobilisation dans l'usine et essayer d'étendre le mouvement à d'autres entreprises sont les préoccupations de l'heure. <http://grevetoyota.blogspot.com/>

Homophobie d'État. La secrétaire d'État à la Santé, Nora Berra, nommée lors du dernier remaniement, a déclaré :

Le chiffre

116 millions

C'est le nombre d'Européens menacés d'exclusion sociale en 2008, soit 23,8 % de la population, selon une étude Eurostat.

L'institut relève ainsi trois critères d'exclusion : la privation matérielle grave, le risque de pauvreté après transferts sociaux et l'appartenance à un foyer à très faible intensité de travail. Le pays le plus touché est la Bulgarie, avec 45 % de la population concernée.

Les plans de rigueurs imposés par les gouvernements européens et le FMI aggravent cette situation catastrophique : le chômage, la précarité ne cessent d'augmenter, particulièrement pour les plus démunis.

« l'homosexualité est un facteur de risque pour le VIH ». Devant l'émoi suscité par ces propos franchement homophobes, elle s'est justifiée dans un communiqué de presse, prétendant qu'elle parlait non pas de l'homosexualité en tant que telle mais des pratiques à risques. Autrement dit les pratiques à risque sont facteur de risques. La Palisse n'aurait pas mieux dit. La nomination au poste de secrétaire d'État à la Santé d'une femme ayant passé dix ans dans l'industrie pharmaceutique était déjà problématique, il ne manquait plus qu'elle soit homophobe.

Le nucléaire, c'est cool ! Le décret fixant les conditions dans lesquelles les salariés pourraient obtenir une retraite anticipée pour cause de pénibilité est paru le 30 mars. Il définit les facteurs physiques de pénibilité. *La Tribune*, un journal peu enclin à défendre les travailleurs contre la droite et les patrons, s'étonne

néanmoins : « un facteur qui avait été prévu dans le projet de décret a brutalement disparu : il s'agit de l'exposition aux "rayonnements ionisants" des salariés du nucléaire. Une étrange disparition au moment où le chef de l'État promet de redéfinir les normes en matière de sécurité nucléaire. La direction du travail jure que le lobby nucléaire français n'y est pour rien, et que "les normes de sécurité sont telles que les salariés n'encourent aucun risque pour leur santé" ». Un texte en parfaite conformité avec le discours lénifiant de l'État français, vantant la sécurité du nucléaire version Areva. Il risque de moins convenir aux salariés qui sont exposés toute leur vie à ces rayons...

PERSONNELS DE SANTÉ *en lutte*



La Défense, le 30 mars 2011. Banderole contre Sarkozy. Les salariés des établissements privés d'hospitalisation, de soins, de cure et de garde à but non lucratif (FEHAP) sont venus manifester leur opposition à la casse de leur convention collective lors de l'assemblée générale de leurs employeurs. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/ FRANCK HOULGATTE)

“ NO COMMENT ”

Le livre qui m'a le plus marqué ? Sans doute Zadig et Voltaire, parce que c'est une leçon de vie et je m'y replonge souvent.

FRÉDÉRIC LEFEBVRE, LE FIGARO.FR
Nous lui conseillons, le *Capital* de Marx&Spencer...

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®